

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De l'Obligation d'Exploiter

EN MATIÈRE DE

BREVETS D'INVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le lundi 26 avril 1909, à 8 heures 1/2

PAR

Marcel THOMAS

Président : M. PAUL BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. SOUCHON,
TRUCHY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De l'Obligation d'Exploiter

EN MATIÈRE DE

BREVETS D'INVENTION

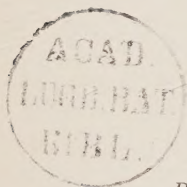
THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 26 avril 1909 à 8 heures 1/2

PAR



Marcel THOMAS

Président : M. PAUL BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. SOUCHON, }
 { TRUCHY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A Monsieur J. ARMENGAUD

hommage d'affectueux respect

BIBLIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX OUVRAGES

- Allart (Henri).** — De la propriété des brevets d'invention.
Annales de la propriété industrielle.
Armengaud jeune. — De la juridiction en matière de brevets d'invention.
Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (Bulletin de l').
Chevalier (Michel). — Les brevets d'invention examinés dans leurs rapports avec le principe de la liberté du travail et le principe de l'égalité des citoyens.
Bonnet. — La loi allemande.
Bureau international de la propriété industrielle. — Recueil de la propriété industrielle (Berne, 1899).
Conférences diplomatiques de 1880, 1883, 1890, 1897, 1900 (Comptes-rendus des).
Congrès de 1878 et 1889 (Comptes-rendus des).
Couhin (Claude). — La propriété industrielle, littéraire et artistique.
Courcelle-Seneuil. — Traité d'économie politique.
Huard (A.). — Brevets d'invention.
Huard (G.). — Traité de la propriété intellectuelle.
Malapert et Forni. — Brevets d'invention.
Pandectes françaises. — Propriété industrielle.
Pelletier (Michel). — Conférence du 9 juin 1902 sur la nécessité d'une juridiction spéciale.
Picard et Olin. — Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle.
Pouillet (E.). — Traité des brevets d'invention.
Syndicat des ingénieurs conseils (Bulletin du —).
-

De l'Obligation d'exploiter

EN MATIÈRE DE

BREVETS D'INVENTION

INTRODUCTION

En économie privée, la notion de richesse consiste généralement dans l'idée d'une certaine quantité de biens, choses matérielles relativement rares, qu'on se procure par l'échange en sacrifiant d'autres biens. Le capital, c'est l'ensemble de ce qui est épargné, soit en vue de la production pour l'échange, soit en vue d'un échange immédiat, dans tous les cas pour réaliser un profit, qui, à son tour, sera en partie capitalisé.

Au point de vue social, en va-t-il de même et la notion de richesse, la notion de capital ne sont-elles pas plus compréhensives ? — Assurément si ; à côté de la richesse acquise, il faut considérer l'importance des forces productives. Ce n'est pas à dire que le développement de ces forces productives soit négligeable en économie privée, mais la courte durée des existences

individuelles en rend l'avantage moins sensible, et par conséquent, moins grande la valeur d'échange.

En économie sociale, au contraire, tout ce qui peut servir de matière ou d'instrument de production rentre dans la notion de richesse. Le rôle de l'épargne dans la constitution du capital passe au second plan, la source première réside dans le progrès et le progrès dans les découvertes dues aux savants et les applications dues aux inventeurs.

Ils arrachent à la nature ses secrets les mieux cachés, ils maîtrisent ses forces : leur génie fait de cette nature une source inépuisable de perfectionnement et de reproduction. Et en même temps que s'élargit le champ des connaissances humaines, les moyens de prospérité deviennent plus nombreux, la vie économique plus intense, l'industrie et le commerce plus florissants.

C'est aux inventeurs que sont dues les transformations de la technique économique qui ont bouleversé depuis un siècle, depuis 1850 surtout, les conditions de la production ; de quelque côté que l'on se tourne, les progrès sont immenses et chaque pas en avant est marqué par une invention.

« Il faut bien reconnaître, à l'étude de l'état actuel de la société, combien nous dépendons à présent de l'invention mécanique pour toutes les nécessités et toutes les jouissances de la vie moderne. Nous n'avons plus à compter pour la locomotion avec nos forces musculaires, mais bien avec l'énergie de la vapeur qui nous

entraîne à une vitesse supérieure à celle des coursiers les plus rapides ; nous parcourons la surface de l'océan avec une sécurité ignorée de nos ancêtres ; de même, enfin, nous récoltons les produits des différents climats et les dispersons de nouveau dans le monde entier après leur avoir mis l'empreinte de notre puissance transformatrice. Notre nourriture, nos vêtements, notre éclairage, nos habitations avec tous les raffinements qu'elles comportent, tout cela doit sa perfection actuelle à cet indomptable esprit de recherche et de perfectionnement qui caractérise notre époque. »

En électricité, invention du télégraphe d'abord, puis du téléphone, du télégraphe sans fil, applications innombrables de la force, de la chaleur et de la lumière électriques.

Vers 1850, moteurs à vapeur peu nombreux, à faible pression et à faible puissance, à peine 3.000 kilomètres de chemins de fer, pas de locomotion sur route, marine à voiles, navigation lente et irrégulière. En ce demi-siècle, progrès qui tiennent du prodige pour tout ce qui concerne les applications de la vapeur, mêmes progrès dans les industries extractives et métallurgiques, dans les industries chimiques. Perfectionnements sans nombre de l'outillage. Dans les seules industries textiles, transformation totale des métiers, d'où augmentation considérable de la quantité de produits.

Les chiffres sont saisissants :

Un fileur de la Louisiane ou des Indes produit en une heure 1 gr. 27 de coton ;

Le même travaillant au fuseau : 5 grammes.

— — — rouet : 20 grammes.

Avec le renvideur automatique moderne, l'ouvrier, avec moins de peine, produit en une heure 2 kil. 300 de coton filé.

Cette évolution est caractérisée par les résultats éminemment pratiques que les inventeurs ont su tirer de leurs découvertes.

C'est à ces inventeurs que la société doit la somme plus grande de bonheur dont elle jouit, les moyens plus nombreux de prospérité dont elle dispose.

Contracte-t-elle seulement vis-à-vis d'eux une dette de reconnaissance ? Ne peuvent-ils pas exiger de plus la récompense de leurs travaux ? Et s'ils méritent cette récompense, si la société la leur accorde, doit-elle le faire sans aucune réserve, sans imposer à l'inventeur aucune obligation ?

Pour répondre sur le premier point, il suffit de mettre en évidence le service rendu à la société par l'inventeur grâce à son travail personnel : il est donc facile de prouver que l'inventeur a bien un droit à une rémunération en récompense de son labeur et de ses recherches.

Mais pour fixer le contenu et les limites de ce droit, il faut indispensablement en faire une analyse approfondie, en déterminer les éléments : ce n'est qu'après

avoir défini la nature du droit de l'inventeur que nous pourrions dire en quoi doit consister la récompense, de quels devoirs la société peut exiger l'accomplissement en échange des avantages qu'elle accorde, dans quelle mesure la justice et son intérêt lui commandent de sanctionner l'accomplissement de ces devoirs,

PREMIÈRE PARTIE

LE DROIT DE L'INVENTEUR

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION THÉORIQUE ET LÉGISLATIVE.

La protection légale des inventeurs est d'origine relativement récente. Elle est née du sentiment de révolte éprouvé devant le spectacle de savants, véritables bienfaiteurs de l'humanité, morts dans le dénûment pendant que s'enrichissaient à leurs dépens leurs plagiaires et leurs contrefacteurs.

Telle était la situation en France avant 1789 (1). « La

(1) Avant 1789, l'industrie en France était enchaînée par des règlements despotiques qui défendaient au génie toute découverte, toute invention sous peine d'en voir les résultats confisqués ; les privilèges accordés par le gouvernement étaient tout-à-fait arbitraires et donnaient lieu à une foule d'abus intolérables. La moindre innovation devenait un motif de poursuites acharnées de la part de ceux qui avaient les privilèges. Les inventeurs français prenaient le parti de se réfugier dans les pays étrangers qu'ils enrichissaient du fruit de leurs découvertes. Les corporations exerçaient une tyrannie d'autant plus odieuse que les privilèges étaient accordés à perpétuité.

En 1762, une déclaration de Louis XV réduisit les privilèges à

loi ne reconnaissait aucun droit et n'accordait aucune protection à ceux qui enrichissaient l'industrie nationale d'une découverte nouvelle. Ils ne pouvaient conquérir la jouissance exclusive de leur invention que par la concession arbitraire d'un privilège que la médiocrité protégée arrachait à la faveur et que le mérite ne pouvait obtenir. Souvent même, les lois oppressives des jurandes et maîtrises les excluaient personnellement de l'exploitation de ce qu'ils avaient créé si leur affiliation aux corps d'arts et métiers ne leur restituait le droit et la liberté du travail...

« Cette législation porta ses tristes fruits. Le génie de l'invention languit découragé sur cette terre industrielle de France ; en cherchant ailleurs un asile hospitalier, il enrichit l'étranger de ses plus précieuses découvertes.

« La Révolution renversa le vieil édifice des corporations et inscrivit au frontispice du Code des arts et métiers ce grand principe : Liberté de l'industrie, propriété du travail. Mais son niveau, planant sur toutes les parties du corps social, abolit sans distinction comme

quinze années. C'était une amélioration, mais bien insuffisante.

On devait attendre de Louis XVI une réforme plus complète ; Turgot s'associa aux généreux projets du monarque. Le ministre fit rendre l'édit mémorable de 1776 par lequel étaient supprimés tous les privilèges et toutes les corporations, mais cette suppression aurait dû être précédée d'une indemnité ; des plaintes s'élevèrent de toutes parts, l'édit fut rapporté et le ministre rendit au roi son portefeuille.

Ainsi, l'industrie ne se vit un moment délivrée de ses entraves que pour retomber sous l'oppression du monopole et de l'arbitraire. Cet état de choses se maintient jusqu'à ce que l'Assemblée Constituante eût brisé les corporations et supprimé tous les privilèges.

sans examen tout ce qui portait le nom de privilège. C'était encore la négation du droit des inventeurs. Les deux principes opposés conduisaient au même résultat par des routes différentes... » (1).

Devant l'injustice, l'immoralité de cette situation, en raison aussi de ses inconvénients pratiques au point de vue du progrès industriel, une réaction se produisit. Le 30 décembre 1790, M. de Boufflers déposait au nom du Comité d'agriculture et de commerce un rapport « sur la propriété des auteurs de découvertes et d'inventions en tout genre d'industrie ». Si, dit ce rapport, il existe pour un homme une véritable propriété, c'est sa pensée... et le rapporteur insiste sur le fait que cette pensée est hors d'atteinte, que même la propriété de la pensée est la seule propriété de droit naturel alors que les autres sont le résultat de la Convention, la particule « pro », le radical « pri » impliquent la primauté, et c'est bien là le caractère de l'inventeur d'être le premier à avoir son idée. Puis l'inventeur peut garder son secret que rien ne l'empêche de tenir caché.

C'est sur le rapport de Boufflers que fut votée la loi du 7 janvier 1791 dont le préambule et l'article 1^{er} donnent bien les idées de l'époque en la matière.

« Attendu que toute idée nouvelle dont la manifestation ou le développement peut devenir utile à la société appartient primitivement à celui qui l'a conçue et que

(1) Extrait du rapport présenté à la Chambre des députés en 1844, par M. Philippe Dupin.

ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur essence que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur ; considérant en même temps combien le défaut d'une déclaration positive et authentique de cette vérité peut avoir contribué jusqu'à présent à décourager l'industrie française en occasionnant l'émigration de plusieurs artistes distingués et en faisant passer à l'étranger un grand nombre d'inventions nouvelles... Considérant enfin que tous les principes de justice, d'ordre public et d'intérêt national commandent impérieusement de fixer désormais l'opinion des citoyens français sur ce genre de propriété par une loi qui la consacre et qui la protège... Art. 1^{er} : « Toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie est la propriété de son auteur, en conséquence la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance suivant le mode et pour le temps qui seront ci-après déterminés. »

Mais, en même temps qu'elle proclame ce principe de la propriété absolue de l'inventeur sur sa découverte, la loi de 1791 admettait le principe de la limitation à 15 ans au maximum du privilège de l'inventeur.

Nous essayerons bientôt de justifier cette limitation, mais il ne nous semble pas qu'elle soit permise si l'on admet ce droit de propriété absolu « ayant son fondement dans la loi naturelle, que la loi civile ne crée pas, mais ne fait que réglementer » (1).

(1) Congrès de 1878. Proposition Pouillet et Droz.

Mais, dira-t-on, une limitation n'empêche pas un droit d'exister; et on pourra citer les bornes qu'apportent à la propriété même corporelle les servitudes ou les impôts. Ces arguments ne nous paraissent pas convainquants. En effet, dans les exemples donnés il y a réduction de la portée de certains caractères, attributs ordinaires du droit de la propriété, mais seulement réduction.

Or, dans le cas qui nous occupe il n'y a pas réduction, mais suppression : la perpétuité est un caractère essentiel de la propriété et on ne peut l'entamer sans le supprimer complètement.

Aussi le projet qui devint la loi de 1844 ne conserva pas une définition du droit de l'inventeur qui ne répondait plus à tous les caractères de la propriété.

Vers 1863, en Allemagne, en même temps qu'en France, on en vint même, comme nous le verrons plus loin, à préconiser l'absence totale de protection légale des inventeurs.

Mais se conformer dans la pratique à de telles idées, c'eût été préparer de gaieté de cœur la ruine de l'industrie et l'arrêt dans la marche vers le progrès. Aussi, à la suite du Congrès de Vienne de 1873, le mouvement s'accrut en faveur de la protection de plus en plus complète et réelle des inventeurs. Dans tous les pays, la législation fut sur ce point créée ou remaniée.

Enfin, après le Congrès de Paris de 1878, une union internationale fut constituée pour la protection de la

propriété industrielle et depuis 1897, après les conférences qui eurent lieu dans l'intervalle (Paris, 1880 et 1883 ; Rome, 1886 ; Madrid, 1890 ; Bruxelles, 1897 et 1900), cette union organise des Congrès annuels où sont étudiées les règles existantes et les réformes possibles.

CHAPITRE II

ÉTUDE CRITIQUE.

§ 1^{er}. — Le principe de la protection légale.

Il est bien certain que l'homme qui a enfanté une idée, tant qu'il ne l'exprime pas, tant qu'il ne lui donne pas une forme tangible, reste maître absolu de cette idée, et libre, par conséquent, de la révéler ou de la tenir secrète. Mais il n'est pas moins incontestable qu'il est de la nature de cette idée de s'exprimer et par le fait même de s'évader du domaine individuel pour devenir le patrimoine commun de l'humanité.

Une fois qu'elle est émise, il ne peut plus être question de droit exclusif, chacun peut s'emparer de l'idée, la faire sienne, l'approfondir, en montrer les conséquences sans que celui qui a exprimé cette idée puisse en rien se dire lésé. Celui qui l'acquiert ne l'enlève pas à celui qui l'avait acquise avant lui ; à l'inverse des choses matérielles que la propriété concentre dans la main d'un seul, elle demeure entière pour chacun, quoique partagée entre un grand nombre.

Si, maintenant, la conception dont il s'agit est susceptible d'être matérialisée, appliquée pratiquement et que son auteur procède à cette réalisation matérielle,

il ne va encore pas y avoir de difficulté. Si un inventeur a fait construire la machine qu'il a conçue, s'il a fabriqué les produits nouveaux dont il veut enrichir la société, cette machine et ces produits, objets bien déterminés dans lesquels se sera incorporé son travail, vont être sa propriété.

Mais ce n'est point là la question que fait naître l'intérêt des inventeurs : cet intérêt n'est pas satisfait par le droit de création de l'objet inventé, il veut en conserver le droit d'imitation et de reproduction : « Il s'agit pour l'inventeur non pas de savoir s'il pourra traduire par l'exécution les conceptions de son intelligence, non pas s'il sera propriétaire des résultats matériels qu'il aura ainsi obtenus, mais s'il aura seul ce droit d'exécution, s'il pourra exclure les autres travailleurs du bénéfice d'une création semblable, s'il obtiendra la faculté d'enchaîner leur bras et de les empêcher de produire ce qui est entré dans leur intelligence (1). »

En principe, on a, pendant la Révolution, assimilé la propriété des œuvres de l'esprit à celle des choses matérielles.

On était très enclin à l'hyperbole et le rapport du chevalier de Boufflers s'en ressentit. Des inventeurs avaient été sacrifiés, il lui sembla juste de reconnaître à ces hommes (dont quelques-uns en vérité avaient été des victimes) un droit naturel et absolu de propriété sur leurs découvertes.

(1) Rapport Dupin.

Mais les législateurs de 1791 ne purent appliquer jusqu'au bout les conséquences de leurs idées.

Après avoir reconnu dans son préambule le droit de propriété naturel des inventeurs, la loi du 7 janvier limite étroitement ce droit dans l'application, réduit sa durée à 15 ans, impose, pour l'exploitation, des conditions draconiennes, sanctionnées par la menace d'une déchéance prochaine.

C'est qu'en effet dans l'application il devient absolument impossible d'accorder à l'inventeur un droit privatif et perpétuel de reproduire ou d'utiliser seul l'objet ou le procédé de son invention.

Outre qu'il est bien dans la nature de l'idée de devenir commune à tous les hommes, à tel point que si elle y réussit on ne saurait lui souhaiter un triomphe plus grand, en pratique la perpétuité du droit de l'inventeur aurait des conséquences désastreuses, par suite de la superposition, de l'enchevêtrement de droits successifs sur les inventions et leurs perfectionnements, droits parmi lesquels les juges les mieux éclairés seraient dans l'impossibilité de se reconnaître.

Pourtant irons-nous, sous prétexte de liberté, refuser aux inventeurs toute espèce de protection ? Peut-on se désintéresser de leur sort, cesser d'encourager leur génie, après avoir été témoin de l'élan donné vers le progrès par les lois qui les protègent ? Non, car ce ne serait ni équitable, ni avantageux.

Ce ne serait pas équitable, car on ne peut nier les

services que ces inventeurs rendent à la société ; ce ne serait pas avantageux, car on découragerait tous ceux que l'amour de la science seul, sans l'espoir d'un profit, n'exciterait pas à pousser bien loin leurs recherches.

On peut donc admettre que le travail de l'inventeur mérite une récompense ; mais pour déterminer cette récompense, il faut se bien rendre compte de la nature spéciale de ce travail. Non seulement l'idée, l'invention ne sont pas de nature à constituer pour toujours un domaine individuel, mais encore le travail lui-même, grâce auquel a été élaborée cette invention, réalisée cette idée, ce travail a un caractère collectif en raison duquel on ne peut contester les droits de la société.

« L'ouvrier, dit Courcelle-Seneuil, qui travaille à une pièce de montre y travaille seul ; nul autre que lui n'applique son activité avec les mêmes outils à la même matière. L'inventeur qui travaille dans le monde des idées n'est jamais assuré qu'il travaille seul. »

Le progrès de la pensée humaine est collectif : on ne peut songer à donner à l'inventeur une récompense qui soit le prix normal de son travail personnel. Courcelle-Seneuil cite l'exemple de Morse, breveté pour son télégraphe alors que les savants qui l'avaient précédé, Galvani, Volta, Oerschtedt, Ampère, ne tirèrent aucun fruit d'une invention dont ils étaient bien un peu aussi les auteurs.

Un récent ouvrage de M. Armengaud jeune en cite un exemple encore plus frappant, l'aviation : « Une

découverte scientifique ou industrielle est toujours précédée de recherches et de tâtonnements ; avant que la solution se présente sous un aspect net et tangible, elle a passé par des ébauches qui se sont dégrossies successivement ; en d'autres termes un progrès qui touche au but visé est le produit de la collaboration d'un grand nombre d'hommes qui se sont voués aux mêmes travaux. Tel est le cas surtout pour un problème aussi difficile que l'est l'aviation qui depuis l'origine du monde a hanté le cerveau de l'homme ne voyant pas sans envie l'oiseau posséder seul l'empire de l'air. »

Il ne peut donc y avoir en pareille matière un droit de premier occupant, un droit de propriété.

La société, la collectivité, conserve le droit de jouir d'un progrès que l'inventeur n'aurait pu ni concevoir, ni réaliser sans les découvertes des générations précédentes. Mais, comme la société sans cet inventeur n'aurait peut-être réalisé que beaucoup plus tard le progrès qui lui est dû, il est vraiment équitable de lui accorder non un privilège exclusif et perpétuel ; sur ce qu'il ne peut dire sa propriété, mais au moins une récompense proportionnée à la valeur du résultat de ses recherches.

§ 2. — Les brevets.

Quelle va donc être la récompense ?

Courcelle-Seneuil voudrait, si la chose était possible, que des associations volontaires d'industriels accordassent aux inventeurs des récompenses directes et laissas-

sent les inventions dans le domaine public : « Ces récompenses, dont les frais grèveraient bien peu chaque entreprise, auraient quelque chose de plus noble et de plus juste que les brevets. »

Il est certain que ce système offrirait un grand avantage aux inventeurs pauvres qui, bien souvent, voient se dresser sur leurs pas des difficultés de réalisation insurmontables et sont dépouillés des fruits d'une invention qu'ils cèdent à vil prix pour ne pas la perdre en totalité. Mais on ne peut songer à apprécier ainsi d'avance la valeur d'une invention : l'arbitraire aurait trop de place dans une telle méthode et le risque de lésion serait trop grand, soit pour l'inventeur, exposé à recevoir une rémunération insuffisante, soit pour la société qui pourrait la donner trop élevée eu égard au mérite de la découverte.

Il fallait donc trouver un système qui permît de récompenser l'inventeur, après expérimentation de son invention, d'après la valeur réelle de cette invention.

C'est en cherchant dans ce sens que la société est amenée à dire à l'inventeur : « Tu es l'auteur d'une invention dont la valeur ne sera connue que par sa mise en pratique ; je suis exposée en l'évaluant dès à présent à te donner beaucoup pour rien comme toi à recevoir peu quand tu me donnes beaucoup ; il ne s'agit ici ni des efforts que tu as faits, ni des sommes que tu as dépensées, ni du mérite intrinsèque de ta découverte ; il s'agit uniquement de la chose qui me vient de toi ;

bonne ou mauvaise, utile ou non, exploite-la d'abord à tes risques et périls ; nul mieux que toi n'est à même d'en faire comprendre le mérite comme d'en propager l'usage. Recueille ses premiers fruits quels qu'ils soient ; tant mieux pour toi s'ils sont importants, tant pis s'ils se réduisent à peu de chose. »

Et c'est ainsi que, pour encourager l'inventeur à divulguer son invention, à la mettre en pratique, on fut amené à lui reconnaître le droit de jouir seul des bénéfices de cette invention, exclusivement, pendant un certain nombre d'années. On créa le brevet d'invention, titre que le gouvernement délivre à l'auteur d'une découverte pour lui en assurer l'exploitation exclusivement pendant un certain nombre d'années.

Ce titre a une triple utilité : il constate l'existence et la nature de la découverte ; il détermine la personne de l'inventeur ; il apporte sur l'objet du droit des précisions indispensables en raison des limites étroites du domaine de l'inventeur qui, pour la réalisation d'un progrès de détail, prend nécessairement la plupart de ses moyens dans la réalité ; l'œuvre généralement laisse à peine transparaître la personnalité de l'auteur contrairement à ce qui se produit pour une œuvre littéraire ou artistique.

La société fait un double sacrifice ; pendant un certain temps, au mépris de la liberté du travail, elle s'interdit de reproduire ou d'imiter le produit ou le procédé faisant l'objet de l'invention : pendant le même temps

elle accepte de ne jouir du progrès accompli que moyennant un prix de monopole qu'exigera d'elle l'inventeur protégé par la loi.

Même ainsi réduite la protection accordée aux inventeurs a été vivement critiquée sous l'influence des idées libre-échangistes qui furent si fort en honneur vers 1863. Un ouvrage de Michel Chevallier, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, contient l'écho de ces critiques (1).

Pour Michel Chevallier, le monopole créé par le brevet est inadmissible (2).

Nous admettons bien avec lui que le brevet porte

(1) « Les brevets d'invention examinés dans leurs rapports avec le principe de la liberté du travail et avec le principe de l'égalité des citoyens. »

(2) « La liberté du travail s'impose pour la prospérité générale et particulière des peuples modernes. »

« Les changements à introduire dans les lois et usages, en conséquence de l'inauguration du droit commun et de la liberté du travail, n'ont pu tous également s'accomplir. Ce qui a été fait est immense, mais cette transformation féconde est inachevée encore. Il est nécessaire de continuer l'œuvre et de la terminer successivement. Tout ce qui est privilège et monopole est par cela même abusif, à moins de justifications toutes spéciales et nécessairement fort restreintes en nombre. Par conséquent, tout cela doit disparaître. Or, il est facile de voir, et au surplus j'essaierai de le démontrer ici, que le brevet d'invention est un privilège et un monopole industriel, de la même famille que ceux du moyen-âge qu'on a abolis immédiatement après 1789. Pareillement il a une grande analogie avec la prérogative souverainement injuste dont les manufacturiers protectionnistes se sont fait investir. Le brevet, en effet, est un droit conféré à un individu sur le travail de ses concitoyens, droit offensif, d'où l'on fait sortir des ennuis, des tourments et des sacrifices d'argent ; droit qui ne saurait se maintenir, puisque c'est la négation de la liberté et de l'égalité dans le travail.

une atteinte à la liberté du travail, mais y a-t-il là une injustice, et l'industrie peut-elle se dire lésée ? Non, car elle ignorait la nouvelle invention : son domaine dans le passé n'est nullement restreint. Mais, dira-t-on, on lui apporte des entraves pour l'avenir, on restreint son domaine de demain. L'objection porterait si cette restriction devait être éternelle, si on accordait à l'inventeur un droit perpétuel sur son invention, mais ce n'est pas le cas et les progrès de l'industrie prouvent bien le peu d'inconvénients de ce privilège de courte durée. Le maintien de la liberté absolue en pareille matière ne réaliserait l'égalité que dans la routine et dans la stagnation.

Ceux qui peuvent en être partisans, ce sont ces manufacturiers n'ayant autre chose en vue que de tirer le meilleur parti possible de leurs moyens de production et que tout changement gênerait. Ce sont les incapables dans toutes les positions sociales, adversaires nés de toute idée nouvelle, partisans toute leur vie de la routine, n'ayant foi qu'aux chemins battus que seuls ils peuvent parcourir. Ce sont enfin ceux qui apprécient l'utilité de l'invention, mais qui répugnent à payer à son auteur l'avantage qu'il leur a conféré.

D'ailleurs, l'atteinte à la liberté du travail n'est pas si sensible qu'on pourrait le croire. On ne protège pas un groupement de faits flottants, d'idées quelconques, mais une combinaison nouvelle du connu avec l'inconnu, susceptible de produire des résultats indus-

triels, une supériorité de qualité, une économie de coût de production, cela par des moyens non employés jusqu'alors.

L'inventeur ne réclame pas au-delà de la combinaison dont il est l'auteur ; il laisse un libre essor à la grande masse des connaissances flottantes, susceptible de produire à l'infini d'autres combinaisons avec les idées nouvelles surgissant dans d'autres esprits intelligents pour faire naître de nouvelles et utiles industries.

Nous disons, nous, que cette protection est bien due à des hommes, la plupart du temps étrangers aux industries qui bénéficient de leurs découvertes ; ces hommes trouvent dans le privilège que leur confère la loi la seule rémunération d'un labeur acharné, le seul encouragement à commencer et à poursuivre leurs recherches. Vraiment on ne saurait suivre dans la voie qu'ils tracent ceux qui spéculent sur le désintéressement de ces savants et de ces chercheurs.

MM. Picard et Olin reconnaissent bien le service rendu par la société à l'inventeur, mais ils ajoutent que la société aurait tout à gagner et rien à perdre en ne leur accordant rien en échange : « Jamais, disent-ils, un novateur ne gardera ses conceptions pour lui de crainte de la concurrence ; son intérêt évident l'appelle à mettre son projet à exécution pour jouir des bénéfices espérés. La société ne doit pas faire de concessions pour obtenir des avantages qui lui seraient acquis sans cela. »

C'est un calcul illusoire : l'inventeur dont la découverte pourra être exploitée tout en restant secrète quant aux moyens de réalisation, jouira d'un monopole de fait, situation qui pourra durer fort longtemps, d'autant plus dangereuse que l'exploitation du même secret par un ou plusieurs concurrents ne détruirait pas ce monopole, alors que la publicité à laquelle oblige la demande de brevet assure vraiment la propriété de l'invention au domaine public après un temps déterminé. Et si l'invention était de nature à être facilement imitée, son auteur devant la concurrence se résoudrait la plupart du temps, non pas à l'exploiter bien vite, mais à ne pas l'exploiter du tout de peur de ne pas trouver la rémunération de ses efforts et de ses capitaux.

On reproche encore aux lois protectrices des inventeurs de multiplier à l'infini le nombre des brevets ; d'où les conséquences les plus fâcheuses, paperasses inutiles, procès devant lesquels la magistrature éprouve un très grand embarras ; et l'on donne d'autres preuves de l'excès du nombre des brevets : faible proportion de ceux qui enrichissent les brevetés, industrie interlope des brevets sans bases, exploitation audacieuse de brevets nuls, connus comme tels des exploitants.

Les procès sont inévitables, mais pas plus nombreux en cette matière qu'en toute autre où s'introduit la réglementation. Quant à la quantité de brevets qui ne mentionnent que des inventions inutiles ou vouées à

l'insuccès, le mal n'existe que pour les auteurs de ces inventions qui auraient mauvaise grâce à reprocher à la société une protection à laquelle rien ne les obligeait à recourir. Et s'il existe des brevets nuls, connus comme tels des exploitants, on ne saurait arguer de ce fait que tout au plus pour exiger l'examen préalable de l'invention avant la délivrance du titre. Dans le cas contraire (et c'est la situation en France où l'on ne pratique pas l'examen préalable), il faut seulement bien dire et répéter qu'aucune garantie n'est attachée à la délivrance d'un brevet d'invention. C'est une naïveté de se laisser arrêter dans son industrie parce qu'un concurrent se dit breveté pour un produit ou un procédé, sans même vérifier la nature et la nouveauté de ce produit ou de ce procédé.

L'obligation essentielle du breveté en échange des avantages que la société lui confère, c'est de faire connaître son invention. Il faut qu'il en donne une explication claire et détaillée, telle qu'à l'expiration du brevet, un homme du métier puisse, sans difficulté, réaliser l'invention. Pour cela la description doit être claire ; elle doit de plus être loyale, c'est-à-dire indiquer les véritables moyens de l'inventeur. Cette obligation, de même que celle de payer les taxes prévues par les lois de chaque pays, ne soulève pas d'objections.

Mais actuellement, dans tous les pays, sauf les Etats-Unis, à des conditions variables suivant la législation et la jurisprudence, on exige du breveté, dans un délai

assez court, l'exploitation effective de son invention, et cette exigence on l'impose à l'inventeur sous peine de déchéance.

Il semble bien en théorie que la société ait le droit d'imposer aux brevetés cette obligation d'exploiter. La société, en effet, si elle donne à l'inventeur un titre qui lui conserve exclusivement pour un temps déterminé tous les profits de l'invention dont il est l'auteur, n'entend pas pour cela se priver d'en jouir. Elle se prive d'une parcelle de sa liberté, elle accepte de payer plus cher pendant la durée du privilège le produit nouveau, mais elle ne fait pas d'avance le sacrifice de l'invention même, elle ne dit pas à l'inventeur : « Je te donne un titre, tu peux à ton gré exploiter ton invention ou te servir seulement de ce titre pour empêcher les tiers pendant quinze ans, de réaliser le progrès que tu as conçu, sans vouloir toi-même opérer sa réalisation. »

En va-t-il de même en pratique ? Les lois actuelles relatives à l'obligation d'exploiter, la manière dont on conçoit leur application prouvent elles l'utilité d'une pareille règle, enfin est-il possible de conjurer le danger qui peut naître du brevet, sans priver totalement d'une récompense méritée un inventeur malheureux, mais de bonne foi ?

DEUXIÈME PARTIE

L'OBLIGATION D'EXPLOITER

Preliminaires. — Nous venons de voir qu'il y a en quelque sorte pour l'inventeur un véritable devoir moral de faire aussitôt que possible bénéficier la société des fruits de son invention en échange de la protection qu'elle lui accorde.

Mais, en pratique, la question ne se pose pas ainsi, et pour le législateur elle est sensiblement plus délicate à trancher : ce devoir moral, est-il utile, est-il possible de le transformer en obligation positive ? Un court historique va nous montrer que notre législation a, sur ce point, toujours répondu par l'affirmative, et nous verrons que presque toutes les législations actuelles l'ont suivie dans cette voie.

CHAPITRE PREMIER

L'OBLIGATION D'EXPLOITER DANS LA LÉGISLATION.

§ 1^{er}. — France. — Historique.

L'article 16, § 4, de la loi du 7 janvier 1791, introduisit dès l'origine l'obligation d'exploiter sous peine de déchéance : « Tout inventeur qui, dans l'espace de deux ans à compter de la date de sa patente, n'aura point mis sa découverte en activité ou qui n'aura pas justifié des raisons de son inaction, sera déchu de sa patente. » Le même paragraphe dans le projet primitif n'admettait même pas que le breveté pût justifier des causes de son inaction.

Quant à l'interprétation du texte, on exigea dès le début non pas un simple essai ou une expérience, ou la vente, mais une fabrication continuée pendant un certain temps. Désormais, le principe adopté de l'obligation d'exploiter ne sortira plus de la législation française en matière de brevets d'invention.

Dans le projet de loi présenté à la Chambre des Pairs le 10 janvier 1843, la règle était encore plus stricte : l'interruption de l'exploitation pendant un an devenait une cause de déchéance au même titre que la non-exploitation absolue dans les deux ans qui suivaient la

délivrance du brevet. De plus le projet exigeait du breveté qui voudrait échapper à la déchéance au cas où il l'aurait encourue, la justification d'un *empêchement de force majeure*. Sur ces deux points la Chambre modifia le projet en votant les amendements Delespaul. Le premier portant à deux ans le délai pour la déchéance lorsque sans motif légitime un breveté interrompt la mise à exécution de son invention, le second remplaçant les mots trop restrictifs : « ...empêchement de force majeure » par : « ...à moins que le breveté ne justifie des causes de son inaction ».

La Convention du 20 mars 1883, conclue à la suite du Congrès de Paris de 1878 et des Conférences de 1880 et 1883, ne changea rien à ces dispositions. Mais l'Acte de Bruxelles du 14 décembre 1900, dans un article 3 *bis* additionnel ajouté au protocole de clôture signé en 1883, vint y apporter une modification importante : le délai d'exploitation était porté à trois ans pour tous les inventeurs sujets de l'un des pays faisant partie de l'Union (1) pour la protection de la propriété industrielle.

Les inventeurs étrangers, en France, jouissent de ce

(1) D'après l'article 1^{er} de la Convention de 1883, ces pays étaient : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse.

Sont actuellement partie de l'Union : Allemagne, Belgique, Brésil, Danemark (et les îles Féroé), République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France (Algérie et colonies), Grande-Bretagne (Nouvelle Zélande, Queensland), Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas (Indes Néerlandaises, Surinam, Curaçao), Portugal (Açores et Madère), Serbie, Suède, Suisse, Tunisie.

délai depuis le décret du 26 août 1902, qui a rendu applicable en France l'acte de Bruxelles approuvé antérieurement par la loi du 15 avril 1902. C'est seulement depuis la loi du 12 juillet 1906 que les Français peuvent revendiquer l'application à leur profit en France, en Algérie et dans les colonies françaises, des dispositions de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883, ainsi que des arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui ont modifié la dite Convention, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle et, notamment, en ce qui concerne les délais de priorité et d'exploitation, en matière de brevets d'invention.

§ 2. — Les règles étrangères relatives
à l'obligation d'exploiter.

Au point de vue de l'obligation d'exploiter, on peut diviser les pays en deux grandes catégories : ceux qui ont adhéré à la Convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle et ceux qui sont restés en dehors de cette Convention.

Pour les premiers il y a donc lieu d'appliquer les règles posées par la Convention, modifiée par l'acte additionnel du 14 décembre 1900, dont l'article 2 ajoute au protocole de clôture l'article 3 *bis* dont nous venons de parler : « Le breveté dans chaque pays ne pourra être

frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction. »

Si donc la loi locale de l'un des pays unionistes est plus sévère que les dispositions de l'Acte de Bruxelles, elle ne reste applicable qu'à ceux des brevetés qui ne sont pas sujets ou citoyens de l'un des Etats de l'Union, à moins qu'ils ne soient domiciliés ou aient des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un de ces Etats.

I. — *Pays Unionistes.*

ALLEMAGNE.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 7 avril 1894, le brevet peut être révoqué après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la date de la publication concernant la délivrance du titre quand le breveté néglige d'exploiter l'invention dans une mesure convenable ou du moins de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation. La révocation n'est prononcée que sur la demande d'un tiers qui peut être un étranger (Patentamt, Décision du 11 mai 1889).

La jurisprudence a établi en fait une obligation d'exploiter très rigoureuse. Les mots : « dans une mesure convenable » sont interprétés en ce sens que l'exploitation, de l'invention pour donner satisfaction à la loi,

doit avoir lieu principalement en Allemagne et l'on tend pratiquement à interdire l'importation de l'objet breveté.

Quant aux excuses invoquées par le breveté pour justifier son inaction, les tribunaux ne sont pas moins exigeants. Il a été jugé que de simples offres n'étaient pas suffisantes, que même une concession de licence, si elle n'est pas reconnue sérieuse, ne peut être acceptée comme excuse ; il ne suffit même pas de prouver que l'exploitation n'est pas rémunératrice (Reichsgericht, 6 mai 1891). Il faut que les préparatifs matériels en vue d'entreprendre la fabrication prouvent suffisamment l'intention arrêtée d'exploiter.

Enfin, dans son paragraphe 11, 2° la loi allemande sanctionne par la révocation du brevet le refus par l'inventeur d'accorder une licence qu'exige l'intérêt public : « Quand l'intérêt public paraît exiger qu'une licence d'exploitation soit accordée à des tiers et que le breveté se refuse néanmoins à accorder cette licence moyennant une rémunération convenable et une garantie suffisante, la loi ordonne de prononcer la déchéance. »

AUTRICHE. — *Loi du 11 janvier 1897.*

La loi autrichienne est plus tolérante en matière de déchéance pour cause de non-exploitation.

Le paragraphe 27 de la loi dispose que la révocation peut être totale ou partielle et que pour l'encourir, il

faut que le « breveté ou son ayant cause néglige d'exploiter ou de faire exploiter l'invention dans le pays dans une mesure convenable, *ou de faire du moins tout ce qui est nécessaire pour assurer une telle exploitation* ».

Ce n'est que si ses efforts restés infructueux ont vraiment été tentés, qu'il peut les invoquer comme excuses dans la procédure de révocation. Dans tous les cas, la révocation n'est prononcée qu'après un avis comminatoire de l'Administration indiquant les motifs de la mesure et fixant un délai convenable pour la mise en exploitation de l'invention, la durée du délai étant déterminée spécialement dans chaque cas particulier d'après la nature de cette invention.

Les licences obligatoires peuvent être exigées dans les mêmes conditions et circonstances qu'en Allemagne.

De plus, si une invention présente une *importance industrielle* considérable et si elle ne peut être exploitée sans l'utilisation d'une invention antérieure brevetée depuis au moins trois ans, le breveté le plus ancien est obligé d'accorder une licence à l'auteur de l'invention nouvelle. En retour, si cette invention est vraiment en connexité avec la précédente, l'auteur de celle-ci pourra exiger de son côté une licence l'autorisant à faire usage de l'invention de date postérieure.

HONGRIE. — *Loi du 14 juillet 1895.*

La loi exige que dans les trois années de la publica-

tion relative à la délivrance, le breveté fasse tout son possible pour réaliser la mise en exploitation de son invention. La jurisprudence, assez sévère, exige des démarches sérieuses, des annonces ou des offres directes relatives soit à la vente du brevet, soit à la concession de licences.

SUISSE. — *Loi du 21 juin 1907.*

D'après l'article 18 de la loi du 21 juin 1907, il suffit à l'inventeur breveté, pour être maintenu dans ses droits, d'avoir exploité avant l'introduction de l'action en déchéance, même après l'expiration du délai de trois ans pendant lequel l'action ne peut être intentée.

La loi et la jurisprudence admettent le breveté à justifier des causes de son inaction : il pourra échapper à la déchéance en prouvant qu'il a tenté une exploitation en proposant des licences soit par annonces dans les journaux, soit par offres directes.

BELGIQUE. — *Loi du 24 mai 1884.*

ART. 23. — Le possesseur d'un brevet devra exploiter ou faire exploiter en Belgique l'objet breveté dans l'année à dater de la mise en exploitation à l'étranger ; « toutefois le gouvernement pourra, par arrêté royal motivé, inséré dans le *Moniteur* avant l'expiration de ce terme, accorder une prorogation d'une année au plus ».

La demande de prorogation doit être adressée deux mois au moins avant l'expiration du délai.

La particularité de la loi belge consiste dans le point de départ du délai accordé à l'inventeur pour la mise en exploitation en Belgique de son invention.

Quant au sens des mots « mise en exploitation », il est déterminé par une circulaire du 20 juin 1884 (V. *Pandectes belges*, 627, note) : « La volonté positive du législateur, dit cette circulaire, le détermine nettement : on a entendu faire un devoir au breveté qui procure du travail à l'industrie étrangère par l'exploitation de sa découverte de l'exploiter également d'une manière sérieuse, réelle et continue en Belgique. S'agit-il d'une machine ou d'un outil ? Il faut que l'inventeur en établisse la construction dans le pays de manière à pouvoir satisfaire dans une mesure raisonnable à la consommation.

« Est-ce un produit qui fait la matière du brevet ? Le breveté est tenu de fabriquer ce produit en Belgique, de manière à donner à cette fabrication un caractère industriel sérieux. Quant aux proportions de l'exploitation, elles peuvent varier suivant les circonstances. »

Ce que cette circulaire dit au sujet des machines brevetées s'applique au cas le plus ordinaire, dans lequel l'inventeur se borne à vendre sa machine aux industriels ; il faut alors, pour satisfaire à la loi, qu'il la construise dans le pays, soit par lui-même, soit par ses ayants droit.

Mais si le breveté possédait lui-même, en Belgique, une usine dans laquelle il mettrait sa machine en acti-

tivité, ce seul fait fournirait à l'industrie nationale un aliment suffisant et il importerait peu que la machine eût été construite à l'étranger.

L'application de la déchéance est d'ailleurs poursuivie avec indulgence. Du moment que l'inventeur peut prouver qu'il a fait tout son possible pour faire connaître son invention aux personnes à même de la mettre en valeur, ses démarches doivent être considérées comme un commencement de mise en exploitation et le gouvernement ne peut prononcer la déchéance.

GRANDE-BRETAGNE. — *Loi du 25 août 1883.* — *Loi du 28 août 1907.*

La section 27 de la nouvelle loi donne au Comptroller (1) le pouvoir de prononcer, à charge d'appel, soit sur-le champ, soit après avoir accordé un délai raisonnable, la révocation des patentes, si après l'expiration de la quatrième année à compter de la date de ces patentes, l'article breveté ou le procédé est fabriqué ou exploité exclusivement ou principalement en dehors du Royaume-Uni.

Cette disposition est extrêmement rigoureuse pour le breveté, puisqu'elle l'oblige, d'après le texte, à avoir son principal établissement en Angleterre. Elle n'a été applicable aux brevets antérieurs à la Loi qu'un an après la promulgation de cette loi. Le Comptroller a de plus été autorisé à accorder par décisions spéciales un nouveau délai n'excédant pas 12 mois.

(1) Voir le texte des art. 24 et 27 aux pages 84 et suiv.

Donc à dater du 28 août 1909, il ne pourra plus y avoir aucune exception à la règle.

En outre, le système de la licence obligatoire fonctionne toujours :

Article 22 de la loi de 1883.

« ART. 22. — Si sur la demande d'une personne intéressée il est prouvé au *Board of Trade* que faute par le breveté d'accorder des licences à des conditions raisonnables,

« a) Le brevet n'est pas exploité dans le Royaume-Uni :

« b) Ou qu'il ne peut être satisfait aux exigences raisonnables du public en ce qui concerne l'invention ;

« c) Ou encore qu'une personne est empêchée d'exploiter l'invention qu'elle possède ou de l'utiliser à son meilleur avantage, le Board pourra ordonner au breveté d'accorder des licences aux conditions que le Board estimera être justes, quant à l'importance des redevances, à la sécurité du paiement, etc..., en ayant égard à la nature de l'invention et aux circonstances du cas.

ITALIE — *Règlement du 31 janvier 1864.*

La règle est double suivant la durée du brevet.

Un brevet cesse d'être valide :

§ 84. — 1° Dans le cas où il a été conféré pour cinq ans au moins, lorsque l'invention à laquelle il se rapporte n'a pas été mise en pratique pendant l'année qui

a suivi la concession du brevet ou si l'exercice en a été suspendu pendant une année d'une manière continue.

2° Dans le cas où il a été conféré pour plus de cinq ans, lorsque l'invention n'a pas été mise en pratique ou lorsque l'exploitation a été suspendue pendant deux ans. Dans l'une ou l'autre hypothèse, l'annulation n'aura pas lieu si l'inaction a été l'effet de causes indépendantes de la volonté du breveté. *Parmi ces causes, n'est pas compris le défaut de moyens pécuniaires.*

L'importation et la vente dans le royaume de l'objet breveté suffisent (Tribunal de Milan, 19 octobre 1893).

Pour la fabrication, de simples essais ne suffisent pas pour satisfaire aux exigences de la loi ; il faut une application continue et d'une certaine durée (Turin, 27 avril 1891). La fabrication peut être minime pourvu que le public puisse se procurer facilement l'objet breveté.

La jurisprudence devient très indécise lorsqu'il s'agit de savoir si des offres répétées faites par le breveté à des industriels du royaume suffisent pour établir son intention d'exploiter (Un jugement négatif du tribunal de Turin du 16 juillet 1894 a été infirmé en appel à Milan le 29 octobre 1895).

En somme l'interprétation de la loi par les Cours italiennes est assez libérale, en ce sens que des efforts sérieux, même en cas d'insuccès, suffisent pour éviter au breveté la déchéance. Toutefois, d'après un récent jugement du tribunal de Rome (4 août 1905), confirmé

en appel le 12 avril 1906, les offres et les annonces ne doivent pas être trop tardives, et faites juste avant l'expiration du délai légal.

ESPAGNE. — *Loi du 16 mai 1902.*

Les brevets d'invention et d'importation tomberont en déchéance (art. 106, § 3 et 4) :

« Quand l'objet du brevet n'aura pas été mis en exploitation sur le territoire espagnol dans le délai de trois ans.

« Quand le possesseur aura cessé d'exploiter pendant un an et un jour à moins qu'il ne justifie d'un cas de force majeure. »

Le breveté doit, avant l'expiration du délai, prouver qu'il y a mise en exploitation par la production d'un certificat émanant d'un ingénieur qui sera responsable.

Pour les excuses admises, la loi espagnole est assez sévère puisqu'elle exige un cas de force majeure. Quant à ce qu'il faut entendre par « mise en exploitation », c'est, d'après l'article 98, la fabrication, l'élaboration ou l'exécution de l'objet du brevet, dans la proportion rationnelle de son emploi ou de sa consommation, et s'il n'existe pas encore de marché pour cet objet, l'existence à la disposition du public des machines ou matériaux nécessaires pour son exécution.

PORTUGAL. — *Règlement du 22 mars 1895.*

La règle intérieure fixe à deux ans le délai laissé à

l'inventeur pour exploiter. La déchéance est également encourue en cas d'interruption d'une durée de plus de deux années.

La loi admet comme excuse la preuve d'empêchements réels.

SUÈDE. — *Loi du 1^{er} septembre 1902.*

La Suède est, avec la Finlande, le seul pays qui ait institué la licence obligatoire *comme seule sanction de la non-exploitation*. Il n'est pas nécessaire que l'inventeur exploite ou fasse exploiter son brevet, mais il ne peut refuser d'accorder une licence aux tiers qui la lui demanderaient passé le délai de trois ans.

ART. 15. — « Si après l'expiration de trois ans à dater du jour où le brevet a été accordé, l'invention brevetée n'est pas exploitée en Suède dans une mesure qui corresponde aux conditions du pays, toute personne désirant obtenir l'autorisation d'exploiter l'invention, nonobstant le brevet, pourra assigner à cet effet le propriétaire du dit brevet devant les tribunaux. Si la demande est reconnue fondée, le tribunal déterminera, selon qu'il le jugera équitable, les limites et les conditions dans lesquelles l'invention pourra être exploitée par le demandeur, de même que l'indemnité due au breveté. »

NORVÈGE.

La déchéance est prononcée quand il n'y a ni exploitation du brevet, ni mise en vente de l'objet breveté

dans le délai de trois ans à compter de la date du brevet, de même en cas d'interruption pendant une année. Le dernier délai peut être renouvelé par la commission des brevets si l'interruption a dû être prolongée par suite de circonstances accidentelles.

La jurisprudence est très peu rigoureuse en ce qui concerne l'exploitation. Un jugement du 30 décembre 1902 a maintenu l'inventeur dans ses droits quoique le brevet délivré le 17 août 1893 n'ait été mis en exploitation qu'au commencement de 1897.

Il suffit de faire soit directement, soit par annonces des offres de vente ou de concession de licences du brevet.

DANEMARK. — *Loi du 13 avril 1894.*

La déchéance est encourue en cas de non-exploitation dans le délai de trois ans ou d'interruption d'un an.

Ces délais prévus par l'article 23 de la loi « peuvent être prolongés par la Commission des brevets si le propriétaire en fait la demande en temps opportun et établit que des circonstances étrangères à sa volonté ont empêché l'exploitation de l'invention ».

De plus, et par une disposition particulière intéressante, la Commission peut dispenser l'inventeur de fabriquer en Danemark l'article breveté si les frais exigés par cette fabrication sont hors de proportion avec la consommation dans le royaume. Dans ce cas l'inventeur doit faire en sorte que l'article breveté puisse être en tout temps acheté par chacun.

II. — *Pays non Unionistes.*TURQUIE. — *Loi du 13 février 1879.*

L'article 38 sanctionne de la déchéance, la non-exploitation ou l'interruption pendant deux ans, sauf au breveté à justifier des motifs de son inaction.

Jusqu'ici la mise en exploitation n'était pas en fait exigée et n'était pas une cause de déchéance si les annuités étaient régulièrement acquittées. Mais on est en train de remanier les règlements et il est probable qu'il en résultera une obligation plus sévère.

Il faut ajouter que moyennant certaines épices on peut faire valoir la plupart des excuses.

RUSSIE. — *Loi du 20 mai 1896.*

ART. 24. — Le breveté est tenu de mettre en exploitation sur le territoire russe, dans les cinq années comptées à partir de la date de la signature du brevet, l'invention ou le perfectionnement brevetés et de présenter dans le même délai au département du commerce et des manufactures un certificat de mise en exploitation émanant d'une autorité compétente désignée par le ministre des finances.

Ce certificat est ordinairement délivré par la police qui interprète largement le terme « exploitation » sans s'occuper de la question de savoir, où, par exemple, la machine a été fabriquée.

FINLANDE.

La Finlande, comme la Suède, sanctionne la non-exploitation pendant trois ans ou l'interruption pendant un an uniquement par l'obligation imposée au breveté d'accorder une licence dans des conditions déterminées par décret.

De plus, si l'invention est l'objet d'une exploitation considérable hors du pays, l'inventeur est obligé dans la mesure du possible, de faire vendre en Finlande à un prix raisonnable la marchandise brevetée ou fabriquée d'après le procédé breveté, faute de quoi les tribunaux pourront prononcer la déchéance.

En fait, il suffit de faire des offres directes ou des annonces même tardives s'il n'y a pas eu de procédure engagée.

LUXEMBOURG. — *Loi du 30 juin 1880.*

ART. 18. — Le brevet pourra être retiré après trois ans par arrêté (sauf recours au Conseil d'Etat) si le breveté néglige d'exploiter son invention dans le Grand-Duché dans une proportion convenable ou du moins de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation.

Or, l'Etat ne s'occupe guère de la mise en exploitation des inventions ; pour qu'une action en déchéance soit introduite, il faut l'intervention d'un tiers intéressé qui porte plainte.

Tant qu'il n'y a pas eu de plainte, le brevet est va-

lide, mais s'il y a eu une plainte avant que l'inventeur ait rien tenté pour l'exploitation, la déchéance doit être prononcée.

Dans la pratique, pour satisfaire aux exigences de la loi, on procède de la manière suivante :

1° Offres directes aux principaux intéressés, soit de l'invention même, soit de licences d'exploitation.

2° Annonces dans divers journaux du pays.

3° Constat reçu par un notaire des démarches accomplies.

CHAPITRE II

DES CONDITIONS QUE DOIT REMPLIR L'EXPLOITATION.

Le but des lois relatives à l'obligation d'exploiter imposée à l'inventeur sous peine de déchéance (but mal assuré par cette sanction, ainsi que nous le verrons plus loin) est avant tout d'assurer à la société la jouissance de l'invention. On craint le breveté qui, conservant son privilège sans en user, non seulement ne ferait avancer en quoi que ce soit la marche du progrès, mais de plus s'armerait de ce privilège pour empêcher un autre inventeur plus hardi ou plus ingénieux d'aller de l'avant.

§ 1^{er}. — En quoi consiste l'obligation d'exploiter.

Par les lois qui imposent aux inventeurs l'obligation d'exploiter, on entend obtenir une exploitation réelle et sérieuse. Il ne suffit donc pas d'un simulacre destiné seulement à éluder la loi. Le système, quelquefois employé, de constats par huissier renouvelés chaque année ou plusieurs fois par an, alors que les circonstances ou l'état du matériel prouvent la non-exploitation dans l'intervalle, a été absolument rejeté (arrêts de la Cour de Douai du 20 juillet 1893 et de la Cour de Bordeaux du 10 mai 1893).

Il ne suffit donc pas en principe d'un acte isolé d'exploitation : cependant un inventeur peut se réserver à lui seul l'exercice de son invention ; l'essentiel est qu'il se mette en mesure de vendre ses produits et s'ingénie à faire entrer dans le commerce et dans l'industrie l'objet de son invention. Si, par exemple, cet objet est une machine dont l'inventeur ait fait construire un seul exemplaire avec lequel il satisfasse dans une mesure raisonnable aux besoins de la consommation, il ne saurait être frappé de déchéance.

De même, si une invention exige de très grands frais, la création d'un modèle unique de l'objet du brevet peut suffire pour constituer une exploitation réelle et sérieuse à raison de la difficulté vaincue et des capitaux engagés.

Enfin l'inventeur peut se contenter d'organiser une exploitation restreinte, pourvu qu'elle soit sérieuse, même s'il y a un établissement plus important à l'étranger (Ceci ne s'applique pas à l'Angleterre puisque depuis la loi du 28 août 1907, l'exploitation doit avoir lieu (*mainly*) « *principalement* » en Grande-Bretagne sous peine de déchéance).

En somme les juges ont une grande latitude et doivent avant tout se préoccuper de savoir si les applications de l'invention ou de la découverte ont été faites par le breveté avec la pensée réelle d'obéir à la loi.

La question de la vente. — En quoi maintenant va consister cette exploitation : Suffira-t-il de mettre en vente

l'objet breveté dans le pays où le brevet a été accordé ou va-t-il falloir fabriquer ? Cette question est liée intimement à celle de la déchéance pour introduction d'objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par le brevet, et partout où la loi prononce la déchéance pour ce second motif l'inventeur obligé d'exploiter doit le faire non seulement en vendant dans le pays l'objet de son brevet, mais encore en l'y fabriquant.

La loi en France est formelle à ce sujet et l'article 32 de la loi de 1844, modifié par la loi du 20 mai 1856 ne souffre que deux exceptions au principe : « Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics pourra autoriser l'introduction : 1^o des modèles de machines, 2^o des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement. »

On a critiqué à ce sujet l'article 5 de la Convention de 1883 qui laisse subsister l'obligation d'exploiter dans les pays dont la loi l'exige, alors que la même convention supprime la cause de déchéance résultant de l'introduction ; il est vrai que le résultat est mince, mais il existe tout de même dès l'instant que le breveté fabrique dans un pays de l'Union, il peut introduire une certaine quantité d'objets, de provenance étrangère, semblables à ceux que décrit son brevet, sans encourir la déchéance par le seul fait de cette introduction.

Donc en général les mots : « obligation d'exploiter »,

signifient : « obligation de fabriquer ». Bien entendu la fabrication n'est pas nécessairement dirigée par le breveté en personne, il suffit, si celui-ci a cédé son droit à un licencié, que ce dernier entreprenne réellement cette fabrication dans le délai voulu.

Un arrêt de la Cour de Paris du 12 juillet 1901 résume bien les exigences de la loi française à cet égard : « Si l'introduction des produits brevetés fabriqués à l'étranger dans un des pays signataires de la Convention n'est plus une cause de déchéance du brevet, la vente de tels produits, en France, ne suffit pas à constituer, au profit des propriétaires du brevet, la mise en exploitation de l'invention au sens de l'article 32 de la loi de 1844.

« Cette mise en exploitation ne peut résulter que d'une fabrication effectuée en France et réalisée dans un délai de deux ans (trois ans depuis la loi de 1902), à dater de la délivrance du brevet.

« Les brevetés pour échapper à la déchéance prévue par la loi ne sauraient invoquer un traité de concession de licence à une société française alors que, en tenant même pour exacte la date du traité, ils n'établissent pas que ce traité ait reçu exécution dans le délai imparti, ...ils ne sauraient davantage invoquer un constat d'huissier dressé à leur requête tendant à prouver que la fabrication aurait commencé en vertu de leur autorisation à une date antérieure dans une autre usine, alors que ce procès-verbal de constat se borne à repro-

duire les déclarations recueillies dans cette usine sans relater aucune constatation matérielle faite par l'huissier lui-même, soit dans les ateliers, soit sur les livres de l'usine, de laquelle puisse résulter la preuve que la fabrication était bien réelle et sérieuse et qu'il apparaît que ce constat lui-même n'était autre chose qu'un simulacre de justification destiné à suppléer à un fait qui n'existait pas.

« L'inaction des brevetés, alors qu'ils n'allèguent aucun cas de force majeure, ni d'excuse légitime, doit entraîner la déchéance du brevet. »

**§ 2. — L'action en déchéance en cas de non-exploitation
et les moyens d'éviter cette déchéance.**

En principe, le ministère public peut introduire l'action en déchéance, mais en pratique l'action est toujours introduite par un intéressé et, quoiqu'il s'agisse d'un fait négatif, la preuve de la non-exploitation incombe à celui qui invoque la déchéance.

Mais, même en admettant prouvé le fait de la non-exploitation dans le délai imparti par la loi au breveté, il ne s'ensuit pas nécessairement que la déchéance doive dans tous les cas être prononcée.

Toutes les lois admettent le breveté à justifier des causes de son inaction. Et, en général, en France en particulier, la jurisprudence applique largement cette disposition légale. Le texte proposé à la Chambre en 1844 était plus sévère, puisqu'il n'admettait comme

excuse que la preuve d'un cas de force majeure. La rigueur de cette règle fut adoucie grâce à l'adoption de l'amendement Delespaul qui devint le texte définitif. Cet amendement ne fut pas combattu, mais au contraire approuvé par le rapporteur de la loi M. Dupin. « Les tribunaux, dit-il, auront à apprécier les circonstances pour savoir si la cessation de l'exploitation vient d'un mauvais vouloir ou de suggestions antifrANÇAISES, ou si elle est le résultat d'impuissance personnelle, de défaut de fonds, de circonstances particulières qui méritent intérêt et faveur. » C'est après ces explications que fut adopté l'amendement Delespaul.

Maintenant quelles excuses vont être considérées comme suffisantes ?

En fait, ce que l'on exige, c'est que l'inventeur fasse tous ses efforts pour arriver à exploiter de telle sorte que la déchéance ne vienne le frapper que dans le cas de mauvaise volonté.

Selon les législations les motifs sont examinés soit par les tribunaux ordinaires, soit par l'administration.

Ces motifs tiennent tantôt à la personne de l'inventeur..., manque de ressources... maladie... tantôt à la nature de l'invention. Ainsi il a été jugé que la déchéance ne pouvait frapper l'inventeur d'un procédé destiné à être employé pour une industrie spéciale et rejeté par cette industrie. Dans l'espèce (Cass., 23 novembre 1859) il s'agissait d'un procédé qui n'était applicable que pour l'exploitation de chemins de fer et dont l'emploi avait

été refusé pendant les deux années du délai accordé par la loi.

Parfois aussi les motifs qui auront empêché le breveté d'exploiter correspondront à des faits indépendants de sa volonté comme de la nature de l'invention. Ainsi des événements politiques, tels que la Révolution de 1848 ou la guerre de 1870, ont été considérés comme des excuses suffisantes.

Enfin il a été jugé que de simples offres par annonces ou prospectus proposant l'objet au public, sans fabrication ni mise en vente, et n'ayant pas été suivis de commandes, sont une cause insuffisante, mais qu'au contraire on devait prendre en considération l'essai d'un seul type d'une machine brevetée devant des personnes susceptibles d'employer pratiquement, dans l'industrie, des machines semblables.

§ 3. — Délais.

Dans la plupart des pays, jusqu'en 1900, le délai accordé aux inventeurs pour la mise en exploitation était de deux ans. Depuis l'acte de Bruxelles du 14 décembre 1900, il a été porté à trois ans dans tous les pays qui font partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Cette extension de deux à trois ans du délai d'exploitation avait été proposée au Congrès international de la propriété industrielle à Paris dès 1878, par M. Armen-

gaud jeune, comme une des bases de l'entente qui a conduit à la Convention d'union de 1883. — La loi d'harmonie du 1^{er} juillet 1906 a rendu applicable en France aux Français ce délai de trois ans.

Enfin quoique les effets des brevets partent du jour du dépôt de la demande, pour l'exploitation, les trois années accordées à l'inventeur ne courent que du jour de la signature, c'est-à-dire de la délivrance du brevet.

En Russie on accorde cinq ans pour la mise en exploitation. En Angleterre, quatre ans.

Quand il s'agit d'interruption après commencement de mise en œuvre, nulle part le délai ne dépasse deux ans. Mais il faut une interruption complète et continue, avec toujours pour le breveté, si cette interruption a eu lieu, le droit d'en justifier les causes et de prouver qu'il est excusable.

L'exploitation même réalisée et sérieuse, d'autres difficultés peuvent être soulevées : cas d'exploitation partielle, de changement dans les procédés, etc...

§ 4. — Difficultés subsidiaires. — Exploitation partielle.
Changement de procédés.

Exploitation partielle.

Un brevet peut s'appliquer soit à deux procédés donnant le même résultat, soit à un procédé unique susceptible de donner des résultats différents. Le breveté encourra-t-il la déchéance s'il n'exploite que l'un des deux procédés, ou s'il ne fait produire au procédé unique

pour lequel il est protégé qu'un seul des résultats que ce procédé est susceptible de donner ?

MM. Picard et Olin admettent dans les deux cas la déchéance partielle :

« Si l'invention comprend plusieurs branches, toutes celles qui n'auront pas été exploitées seront exposées à la déchéance, à moins que l'inventeur ne justifie des causes de son inaction ; de même s'il s'agit de plusieurs procédés, et nous ne distinguons pas dans ce dernier cas s'ils amènent des résultats identiques ou divers. En vain dira-t-on que l'industrie ne souffre nullement puisqu'elle jouit du résultat. En effet, on peut objecter qu'elle ne jouit pas de tous les procédés qui peuvent amener ce résultat et que c'est précisément dans ces procédés que peut consister le principal avantage, argument d'autant plus sérieux que les résultats sont toujours dans le domaine public, n'étant pas susceptibles d'être valablement brevetés. »

Il semble plus juste de distinguer suivant que les divers procédés ou les résultats variés ont ou n'ont pas entre eux une intime analogie.

On peut prendre comme critérium de la distinction les conséquences qu'entraînerait la déchéance partielle. Si l'emploi par autrui du procédé non exploité par le breveté ou l'obtention du résultat qu'il ne poursuit pas aboutissent à l'annulation de la protection promise à l'inventeur quant au procédé qu'il a continué d'exploiter ou au résultat qu'il n'a pas cessé de produire,

il n'y aura pas lieu de prononcer une déchéance partielle.

La jurisprudence française est en ce sens : il a été jugé (C. cass., 11 décembre 1857) que le breveté n'est pas obligé de parcourir dans le délai fatal toutes les branches prévues ou possibles de son invention ; qu'en conséquence quand un brevet porte sur un appareil (dans l'espèce un appareil propre à la distillation), et que cet appareil est indiqué par l'inventeur comme pouvant servir au traitement de diverses matières (marc de raisin et betteraves), il suffit que l'inventeur l'ait appliqué à l'une de ces matières.

Changement de procédés.

Si les éléments essentiels sont conservés, la loi ne peut exiger la déchéance, puisqu'elle prévoit elle-même ces changements de procédés et autorise le breveté à prendre des certificats d'addition ou des brevets de perfectionnement. Mais il faut que les modifications aient un lien intime avec la découverte primitive et laissent subsister les éléments essentiels de l'objet primitif du brevet.

L'emploi effectif du perfectionnement couvre la non-exploitation du procédé précédemment breveté. Mais par contre le premier brevet continuant d'être exploité sans changement, si l'inventeur ne met pas en œuvre dans le délai légal le perfectionnement, il pourra être frappé de déchéance en ce qui concerne ce perfectionnement.

Mise en exploitation des brevets de perfectionnement.

Une difficulté va se présenter si l'invention du perfectionnement n'est pas due au même auteur que l'invention principale. En principe, dans ce cas, l'obligation d'exploiter n'existera que du jour où l'invention principale tombera dans le domaine public.

Les auteurs sont en désaccord sur la question du délai à accorder à l'inventeur à partir de l'expiration du brevet principal. « Le breveté, dit G. Huard, n'a pas à commencer tout de suite l'exploitation de son invention, car le délai pendant lequel l'inaction lui est permise court du jour où cesse la cause qui supprimait à son profit l'obligation d'exploiter. » M. E. Pouillet est d'avis contraire « si l'inventeur du perfectionnement a eu au moins trois ans avant l'expiration du brevet principal. »

Cette seconde opinion semble mieux en rapport avec la jurisprudence qui va jusqu'à admettre que le défaut d'exploitation ne trouve pas toujours une excuse suffisante dans l'existence d'un brevet principal antérieur. La Cour de Douai, dans un arrêt du 20 juillet 1859, a prononcé la déchéance d'un brevet de perfectionnement, considérant que le second breveté aurait pu facilement acquérir une licence du premier breveté et ne l'a pas tenté, ou qu'il aurait pu acquérir les machines faisant l'objet du premier brevet et y adapter, sans périls, ses propres perfectionnements.

CHAPITRE III

CRITIQUE DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER.

Preliminaires. — En principe, nous avons vu que la société, en échange du bénéfice qu'elle réserve à l'inventeur aurait le droit non seulement de l'obliger à faire connaître son invention, mais encore à l'exploiter.

En pratique tous les pays ou presque admettent l'obligation d'exploiter et sanctionnent la non-exploitation par la déchéance du brevet. Or, il y a à cela bien des inconvénients et des objections ont été opposées aux partisans de l'obligation dès la discussion de la loi de 1844. D'autre part, si l'on examine les arguments apportés en faveur de cette obligation, aucun ne semble irréfutable, et pour répondre aux quelques desiderata que la liberté complète pourrait sembler ne pas satisfaire, le système de la licence obligatoire établie comme *seule sanction* de la non-exploitation, est de nature à répondre à toutes les exigences.

§ 1^{er}. — Les difficultés de mise en exploitation.

Lors de la discussion de la loi de 1844 à la Chambre des députés, Arago combattit la rigueur de la disposi-

tion qui, dans un très court délai, oblige les inventeurs à exploiter. « On s'imagine qu'on ne fait pas un grand tort aux inventeurs par cette prescription rigoureuse. On se trompe beaucoup : les inventeurs ont ordinairement peu de fortune... ils se présentent toujours devant des capitalistes pour obtenir les moyens de réaliser ce qui jusque-là n'était qu'une idée. Eh bien ! les capitalistes reculent devant la menace d'une déchéance prochaine ; ils savent par expérience que les grandes découvertes n'ont pu être appliquées complètement, utilement appliquées après le court intervalle de deux ans. » Et l'orateur cite des exemples probants : « J'ai cité la découverte des turbines de M. Fourneyron, j'ai montré qu'après cinq ans l'habile mécanicien n'a pas réussi à en établir une seule. J'ai cité la perrotine, j'ai montré qu'elle n'avait réussi à s'introduire qu'après onze années... La filature du lin est une industrie immense — je n'en veux pas d'autres preuves que les difficultés auxquelles elle donne lieu actuellement entre la France et l'Angleterre — l'inventeur, M. Gérard, est français : cherchez où il est ! Il a été obligé d'aller à l'étranger. Il n'a pas trouvé le moyen d'établir en France son admirable invention...

« Messieurs, en présence de ces faits je n'oserais pas vraiment fixer un aussi court intervalle de temps pour les cas de déchéance.

« J'ai cité souvent Watt, je le citerai encore. Watt a été huit années entières avant de faire accueillir sa prin-

cipale découverte. Pendant huit années l'homme de génie fut obligé de faire des plans de canaux, de chemins, des projets de ponceaux. C'étaient des occupations bien mesquines pour un tel homme.

« Quelque bonne qu'ait été une grande idée, vous trouverez rarement qu'elle se soit installée dans aucun pays dans le court intervalle de deux années.

« Telles sont les considérations qui me feraient désirer la suppression de l'article. Ses dispositions rigoureuses empêcheraient les inventeurs de trouver des capitalistes.

« Supposez maintenant une industrie établie. Si on ne travaille pas pendant le court intervalle d'une année seulement, on est déchu du brevet. Mais il y a des produits qui sont à la mode aujourd'hui et qui ne seront plus à la mode demain. . . etc. . . » Et Arago terminait en demandant qu'au moins on prononçât la déchéance avec une extrême réserve. . . .

On peut répondre à cela que l'inventeur garde le droit de justifier des causes de son inaction. . . Oui, mais y a-t-il là un vrai remède ? . . . Non, car le capitaliste qui craindrait la déchéance craindra autant les procès. . . avec les frais qu'ils entraînent et le risque de les perdre. Qu'arrive-t-il ? C'est que les inventeurs, cherchant à tourner la loi ou même sincèrement à lui obéir, se ruinent à commencer d'exploiter dans plusieurs endroits à la fois sans bénéfice pour personne,

pas plus pour eux que pour les pays qui sont le théâtre de ces tentatives coûteuses et vaines.

Et si l'on admet même encore la réussite de ces exploitations parallèles, les frais de revient étant plus élevés avec cette diffusion qu'avec la concentration de l'entreprise sous la direction immédiate et personnelle de l'inventeur, ce sera au détriment des consommateurs qui paieront plus cher l'objet breveté.

Nous ne parlons évidemment ici que pour les pays qui exigent la fabrication et non pas seulement la vente. Il semble bien, en effet, que la vente suffirait largement à satisfaire l'intérêt social qui est avant tout de jouir d'une façon ou d'une autre du progrès réalisé.

C'est vraiment une exigence ridicule d'obliger un inventeur à exploiter dans tous les pays étrangers et dans un délai restreint.

Le seul résultat de cette réglementation est de faire tomber certains brevets dont, la plupart du temps, seront dépouillés des inventeurs pauvres. Il semble que le législateur n'ait que le souci du domaine public et veuille retirer d'une main ce qu'il donne de l'autre. Les cas de déchéance équivalent à une véritable confiscation, et après avoir donné à l'inventeur un droit, déjà très réduit quant à la durée, on fait tout pour le lui ôter le plus tôt possible et ne le lui concéder qu'à des conditions draconiennes.

Dans la majorité des cas, la présence de l'inventeur est d'une importance capitale pour la fabrication de

l'objet breveté. Qu'arrive-t-il ? C'est que les inventeurs étrangers ne prennent plus de brevets dans les pays où on les oblige à fabriquer, le plus souvent personne n'exploite leur invention, les industriels ne les connaissant pas ou ne voulant pas transformer leur outillage et leurs procédés ; et l'on perd, en plus de l'invention, le montant de la taxe du brevet et des droits de douane qui eussent été perçus sur les objets importés.

On voit donc combien l'obligation d'exploiter telle qu'elle est établie par la majorité des lois nationales est rigoureuse pour les inventeurs ; pourtant, l'intérêt public dominant l'intérêt particulier, il serait admissible que l'on exigeât l'exploitation, si elle était vraiment nécessaire pour la sauvegarde de cet intérêt public. Mais si, comme nous allons le faire en puisant largement dans un rapport remarquable présenté par M. de Schutz, délégué allemand au Congrès de Vienne en 1897, si l'on examine le côté purement économique de la question, il semble bien que l'on doive conclure, sinon avec M. de Schutz en faveur de la liberté complète, au moins et par mesure de transaction en faveur de la licence obligatoire devenant seule sanction de l'obligation d'exploiter sans déchéance possible du brevet.

§ 2. — Rôle économique de l'obligation d'exploiter.

Les partisans de l'obligation d'exploiter soulignent avant tout le danger que court la société du fait de l'i-

naction possible du breveté. « Si la société, dit M. Philippe Dupin, rapporteur de la loi de 1844, consent à se déshériter pour un temps du droit d'exploiter librement une découverte utile, c'est pour reporter les avantages de cette exploitation à l'inventeur. Mais s'il les dédaigne ou les délaisse, il est censé les abdiquer et il en est déchu. »

On ne peut admettre que l'inventeur entrave pendant quinze années le développement et les progrès des industries par son inaction. La pensée du législateur, en prescrivant l'exploitation en France, a été d'implanter dans notre pays un nouveau progrès industriel, d'y former des ouvriers plus habiles et de donner à la population le moyen de se procurer avec plus de facilité et d'économie les objets nécessaires à sa consommation.

D'autre part, on craint que des inventeurs n'abusent du monopole qui leur est concédé. « L'exercice rigoureux du droit du breveté pourrait être cependant plein de conséquences graves pour l'industrie libre si l'invention est d'une telle importance que non seulement elle influe sur les conditions de branches d'industrie déterminées, mais qu'elle mette en question leur existence même (Motifs de la loi autrichienne).

I. — *L'inaction de l'inventeur empêche le progrès et nuit au bien général, au contraire l'obligation d'exploiter dans le pays qui accorde le brevet fait s'y implanter un nouveau progrès industriel, permet la*

formation d'ouvriers plus habiles et augmente le bien-être général de la population.

A. — *Dangers évités.*

a) Le cas le plus simple est celui de l'inventeur breveté dans le pays qu'il habite et qui néglige totalement d'exploiter son invention. Il est bien évident que la société ne jouit pas des avantages de cette invention; mais en pareil cas l'inventeur qui continue de payer la taxe de son brevet sans pouvoir en tirer parti a généralement, pour ne pas exploiter, des raisons suffisantes pour être admises par les tribunaux, et par conséquent ces raisons étant le manque d'appui financier ou le manque d'acheteurs possibles, le brevet ne met aucune entrave au progrès qui ne se ferait pas davantage si l'invention était dans le domaine public avec un obstacle de plus : la concurrence.

Si le breveté n'exploitait pas faute de vouloir faire à des commanditaires ou à des licenciés des avantages raisonnables, point ne serait besoin de prononcer la déchéance si un tribunal compétent était à même d'obliger le breveté à accorder une licence en fixant, d'avance et d'autorité, d'une manière raisonnable, les conditions du contrat.

La situation de cet inventeur trop exigeant peut se comparer à celle de l'industriel breveté laissant dormir son invention sans vouloir s'en servir lui-même, ni laisser les autres le faire à sa place, pour éviter la transfor-

mation du genre d'industrie dans lequel il travaille.

Mais c'est là un cas bien rare en pratique. L'industriel en pareille circonstance aurait bien plus d'intérêt à prendre de l'avance sur ses concurrents en mettant le plus tôt possible son invention en exploitation. D'ailleurs, ici encore, la licence obligatoire serait une sanction suffisante et promptement réclamée par les concurrents de l'industriel négligent.

Les faits prouvent victorieusement l'inanité de ces craintes. Dans la réalité, les industriels ne restent nullement dans la stagnation : on cherche à être protégé le plus tôt possible et le plus longtemps possible. Pour cela il faut inventer le premier et faire suivre par une autre la première invention lorsque celle-ci va tomber dans le domaine public.

b) Prenons maintenant l'exemple d'un inventeur habitant à l'étranger.

Il peut négliger aussi bien d'importer que de fabriquer. Si c'est en raison du peu de profit possible, la chute du brevet dans le domaine public n'accélérerait en rien la marche du progrès ; car ici, comme dans le cas précédent, il est à supposer que ce n'est pas sans bonnes raisons que l'industriel étranger n'exploite pas, alors qu'il continue de payer régulièrement les annuités de la taxe de son brevet.

c) Nous arrivons enfin à l'espèce dans laquelle le danger semble le plus grand pour l'industrie nationale :

L'inventeur étranger ne fabrique pas, mais importe.

Dans la majorité des cas, le danger est largement compensé et l'utilité l'emporte de beaucoup sur le préjudice. « De pareils cas, écrit M. de Schutz, se présentent toutes les fois que l'utilité d'une invention, pour l'industrie, consiste non pas dans la fabrication, mais dans l'utilisation de la chose brevetée.

« Supposons par exemple que le brevet protège une petite partie d'une machine à tisser, grâce à l'utilisation de laquelle il est facile de fabriquer des objets sensiblement meilleurs ou à meilleur marché. L'avantage de la fabrication est de peu d'importance en présence de l'avantage considérable qu'elle retire de l'utilisation de l'invention. » L'importance de cette machine à tisser a fait progresser l'industrie et a rendu service aux consommateurs.

Et, si l'on divise avec M. de Schutz, les inventions en trois groupes :

1° Inventions de nouvelles marchandises.

2° Inventions de nouveaux moyens de production.

3° Inventions de nouveaux moyens pour la circulation des marchandises, on voit que l'objection est sans portée pour les deux derniers groupes ; l'avantage pour ces sortes de découvertes consiste essentiellement dans l'utilisation, bien plus que dans la fabrication, de l'objet breveté.

En ce qui concerne le premier groupe, on peut craindre un préjudice pour la partie de l'industrie nationale qui produit des marchandises analogues au produit nou-

veau. Mais il faut tenir compte du nombre de ces inventions relativement à la quantité des inventions brevetées dans les deux derniers groupes (1) et d'autre part, encore cette fois la licence obligatoire telle que nous la concevons semble devoir constituer, pour les cas peu fréquents dans lesquels elle sera nécessaire, un remède bien suffisant.

En somme les dangers que doit conjurer l'obligation d'exploiter sont rares ou inexistants, et pour ceux qui résistent partiellement à l'examen, la licence obligatoire remplacerait avantageusement l'obligation d'exploiter.

B. — *Avantages positifs.*

Mais les partisans de cette obligation prétendent que des avantages positifs tiennent à la fabrication.

C'est d'abord, disent-ils, l'éducation des travailleurs. Il faut, il est vrai, la fabrication pour la réaliser, mais avec la division du travail, le jour où l'invention connue de longue date tombera dans le domaine public, les ouvriers auront vite fait d'apprendre à construire la nouvelle machine ou à employer le nouveau procédé.

(1) Statistique de M. Julius von Schutz établie en 1897. D'après la statistique de M. von Schutz : « Le groupe 1 contient 25.934 inventions ; en revanche les groupes 2 et 3, qui sont directement utiles à l'industrie d'un pays par l'amélioration des moyens de fabrication et d'exploitation, contiennent ensemble 54.168 inventions, c'est-à-dire deux fois plus que le groupe 1. D'autre part, si nous comparons le nombre des brevets qui étaient en vigueur fin 1895, pour le 1^{er} groupe : 5.517 brevets, pour les groupes 2 et 3 ensemble : 11.400.

Quant à l'implantation de nouvelles industries dans un pays, il est bien illusoire d'espérer l'obtenir par l'obligation d'exploiter, alors que la plupart du temps, c'est à peine si en deux ou trois ans l'inventeur pourra mettre en œuvre et lancer seulement dans son propre pays une invention qui dans la majorité des cas sera d'une importance moyenne et dont, en général, le revenu pendant les premières années suffira bien juste à payer les annuités fiscales. Si l'on prononce la déchéance, la perte de l'invention est plus que certaine. Ce qui était déjà difficile à exploiter pour un inventeur très au courant des détails de sa découverte, protégé par la loi, va devenir impraticable quand cette découverte ne sera plus protégée du tout. La plupart du temps, l'invention déchuée dans un pays est perdue pour ce pays.

Et parfois, ce peut être l'auteur d'une invention des plus remarquables qui se trouve privé des bénéfices de sa découverte, de la récompense de ses peines, de ses travaux et de ses recherches. Et la loi crée ainsi des inégalités que rien ne justifie au détriment souvent des inventeurs les plus savants et les plus laborieux.

Au contraire, avec la liberté de l'importation, on jouit plus tôt et à moindres frais de l'invention, et quand elle tombe dans le domaine public, les acheteurs y sont habitués et les industriels peuvent se mettre à l'exploiter plus fructueusement et plus facilement.

Enfin, en admettant que le résultat de l'obligation soit celui qu'on espère, que les industriels étrangers

viennent dans un pays : y aurait-il un si grand bénéfice pour ce pays ? Non. Il pourrait bien y avoir emploi de main-d'œuvre et de matières du pays, mais les bénéfices iraient toujours à l'étranger, et de plus l'industrie ainsi implantée pourra étouffer une industrie nationale naissante qui aurait pu, aussi bien que l'invention nouvelle, contribuer au développement général.

Ces avantages sont donc bien illusoires dans des pays où existent déjà des établissements industriels.

Dans les pays peu développés à ce point de vue, l'obligation d'exploiter sera encore moins en mesure de jouer le rôle d'agent de progrès. Les obstacles qui ont, dans ces pays, empêché les nationaux de créer des industries se dresseront, encore plus infranchissables, lorsqu'une tentative d'exploitation aura pour auteur un étranger.

II. — *Danger d'abus par le breveté du monopole qu'on lui confère.*

Pour faire naître ce danger, il faut d'abord supposer une invention qui soit de nature à bouleverser les conditions de la production dans une branche d'industrie.

Puis, même ceci acquis, le bouleversement ne sera pas moins grand si l'inventeur vient fabriquer en France. Les industriels français ne seront pas moins forcés de remanier leur outillage ou de transformer leurs procédés. La compensation est légère qui consiste dans l'em-

ploi de main-d'œuvre nationale et d'installations établies sur le territoire du pays protecteur.

D'ailleurs l'alerte ainsi donnée aux industriels d'un pays peut bien causer la ruine de quelques-uns d'entre eux, mais, au point de vue général, elle est une source de progrès, car, pour soutenir la concurrence étrangère, il leur faudra trouver quelque chose qui leur permette de conserver leur clientèle. Rien n'empêchera d'ailleurs de leur donner un peu de temps pour rattraper leurs concurrents étrangers en frappant, si c'est indispensable, les produits de ces concurrents de droits de douane momentanément surélevés. Enfin, il faut toujours citer (au cas où l'inventeur étranger ne ferait qu'importer) la possibilité d'établir le système de la licence obligatoire comme sanction de la non-exploitation.

CONCLUSION.

En somme, si l'on exige de l'inventeur l'exploitation de son brevet, c'est en raison de l'intérêt général qu'il y a à ce que les inventions soient exploitées. Or, si l'inventeur breveté n'exploite pas, c'est généralement pour des raisons qui s'opposeraient encore bien davantage à l'exploitation par un tiers privé de la protection légale. Ce n'est donc pas un remède de faire tomber par la déchéance l'invention dans le domaine public.

On a parlé aussi de l'intérêt national, mais nous avons vu que dans la plupart des cas, il est aussi bien satisfait par la vente que par la fabrication.

Enfin, il faut bien tenir compte des intérêts de l'inventeur ; or, il est bien rigoureux de contraindre un industriel à ériger une seconde usine au préjudice évident de ses ressources pour pouvoir profiter de son privilège dans un autre Etat ; son intérêt est bien certainement de concentrer ses forces pour fabriquer mieux et à moindres frais. La déchéance, dit-on, satisfait l'intérêt national en permettant d'implanter de nouvelles industries. On a vu combien cette espérance est illusoire, et dans tous les cas la licence obligatoire suffit à satisfaire à ce desideratum. Si le produit nouveau trouve acquéreurs avec facilité, il y aura bien des industriels pour demander la concession de cette licence.

Les faits d'ailleurs prouvent le peu de danger même de l'absence totale de l'obligation d'exploiter ; on ne saurait en effet oublier l'exemple de libéralisme donné sur ce point par l'Angleterre (qui n'a établi la licence obligatoire qu'en 1883 et l'obligation d'exploiter qu'en 1907) et par les Etats-Unis.

Ces pays essentiellement industriels doivent pourtant bien leur suprématie aux inventions et aux brevets. Mais on a pensé que la crainte que pourrait avoir un inventeur de voir son brevet déchoir faute d'exploitation dans un délai fixé serait un stimulant beaucoup moins énergique que son intérêt personnel qui lui commande d'exploiter le plus tôt qu'il le pourra, puisque son privilège n'a qu'une durée limitée. Un texte de loi ne saurait l'y amener et n'aboutirait qu'à des dénis de

justice. Pour un inventeur de mauvaise foi dont l'obligation d'exploiter déjouera les projets, un grand nombre d'inventeurs pauvres seront ruinés par la déchéance faute d'avoir pu satisfaire en chaque pays à l'obligation d'une mise en œuvre à date fixe.

TROISIÈME PARTIE

DES RÉFORMES
A APPORTER A LA LÉGISLATION
DES BREVETS D'INVENTION
RELATIVEMENT A L'OBLIGATION D'EXPLOITER

CHAPITRE PREMIER

LES ESSAIS D'UNIFICATION.

§ 1^{er}. — Les Congrès.

C'est à l'année 1873, époque du Congrès de Vienne, que remontent les premiers efforts tendant à créer une législation internationale pour la protection de la propriété industrielle.

En 1878, à l'occasion de l'exposition universelle de Paris, se réunit le deuxième Congrès de la propriété industrielle.

A la séance du jeudi 11 septembre, le président du Congrès, M. Bozérian, soumit à l'assemblée la proposition suivante : « Il y a lieu d'admettre la déchéance pour défaut d'exploitation dans un délai à déterminer. »

Elle était signée : Pouillet, Pataille, Lyon-Caen (Ch.), Lyon-Caen (L.), A. Huard.

Les idées étaient encore favorables à l'obligation d'exploiter.

M. Pouillet soutint la proposition. « Nous avons repoussé le principe des licences obligatoires... Nous avons placé l'intérêt du breveté au-dessus de ces licences. Mais de ce que nous nous sommes intéressés avant tout au breveté, il n'en faut pas conclure que nous oublions l'intérêt public... Il faut que le brevet soit exploité, je le répète, à moins que le breveté ne puisse justifier des causes de son inaction *pour un temps restreint*, et il le faut dans l'intérêt de la société entière. »

M. Jules Armengaud jeune, ingénieur distingué, ancien élève de l'Ecole polytechnique, agent de brevets à Paris, proposait dès cette époque de porter de deux à trois ans le délai d'exploitation ; il souhaitait que sa proposition devînt une des bases de l'entente qui devait être conclue à la suite du Congrès. Mais ce fut en vain, et il fallut vingt-deux ans à l'éminent ingénieur pour obtenir ce progrès : le délai de trois ans ne fut adopté que dans l'acte additionnel à la Convention de Paris, acte signé à Bruxelles le 14 décembre 1900.

Toutefois, on était déjà d'accord pour admettre que l'on devait se montrer indulgent dans l'application du principe et les observations de l'amiral Selwyn, représentant de l'Angleterre, furent acceptées sans discussion par les signataires de la proposition soumise au Congrès.

Mais, quoi qu'il en soit, cette proposition fut votée et admis le principe de la déchéance pour non-exploitation, malgré l'opposition de M. de Rosas (Autrichien).

« Il y a lieu d'admettre la déchéance pour défaut d'exploitation. Cette déchéance devra être prononcée par la juridiction compétente. »

Telle est la résolution qui fut définitivement adoptée par le Congrès.

Après le Congrès de Paris de 1878, on n'organisa aucune réunion de semblable importance avant 1889. Le Congrès tenu à Paris à cette époque pendant l'Exposition Universelle se contenta d'ailleurs de reprendre les idées émises en 1878 relativement à l'obligation d'exploiter : « On doit exiger que l'exploitation ait lieu dans le pays même où le brevet a été pris. A défaut d'exploitation, il faut au moins que le possesseur justifie qu'il a fait les préparatifs nécessaires pour exploiter. »

C'est seulement depuis 1897 que les Congrès se sont succédé annuellement grâce à l'initiative de l'Association internationale de la propriété industrielle (1).

(1) *Note sur l'Association internationale de la propriété industrielle.*

En 1878, comme en 1889, le Congrès établit une commission permanente qui devait poursuivre l'action du Congrès et continuer le mouvement commencé ; cette commission se composait des hommes les plus compétents en matière de protection de la propriété industrielle qui, groupés par sections nationales, cherchaient à faire reconnaître par les différents pays les principes établis par les Congrès.

Plus tard, le besoin se fit sentir d'une organisation visant le déve-

A Vienne en 1897, les rapports allemand, anglais et autrichien demandaient que les ressortissants de l'Union fussent relevés, dans les différents Etats en faisant partie, de l'obligation d'exploiter. Pour la première fois, on défendit énergiquement le principe de la licence obligatoire, rarement nécessaire, mais pouvant cependant être utile dans le cas où un inventeur étranger, qui aurait par exemple découvert un procédé de fabrication modifiant totalement les conditions d'une industrie, le ferait breveter dans le pays en se refusant à l'y fabriquer par lui-même ou par ses licenciés, de manière à en conserver tout le profit pour sa fabrique étran-

loppement de la protection internationale. Il s'agissait de créer une association de tous les industriels et commerçants, qui organiserait des Congrès annuels dans le but de poursuivre le développement de la législation.

L'idée prit corps en 1896 à la Conférence austro-allemande qu'organisèrent les Associations allemande et autrichienne. M. Osterrieth, de Berlin, proposa la fondation d'une association internationale. Le Comité elabora le programme du Congrès de Vienne (1897) et vota les statuts de l'association dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

Il est fondé une association internationale ayant pour objet :

1° De propager l'idée de la nécessité de la protection internationale de la propriété industrielle (Inventions, etc...) ;

2° D'étudier et de comparer les législations existantes en vue d'en préparer le perfectionnement et l'unification ;

3° De travailler au développement des Conventions internationales concernant la propriété industrielle et particulièrement à l'extension de l'Union du 20 mars 1883 ;

4° De répandre des publications, de faire des démarches, d'organiser des Congrès périodiques dans le but de provoquer des discussions et des vœux sur les questions encore pendantes en cette matière.

gère, ce qui mettrait l'industrie nationale en état d'infériorité.

Dès cette époque, la suppression de l'obligation avait été menée à bien dans des traités de l'Allemagne avec la Suisse et l'Italie, en ce sens que l'exploitation pour un pays vaut pour l'autre pays.

Le vœu du Congrès conserve bien encore l'obligation d'exploiter, mais il y est dit : « L'introduction d'objets fabriqués dans un des Etats de l'Union ne peut être une cause de déchéance pour les brevets ou les dessins et modèles industriels dans un autre Etat de l'Union... », et à la fin « sera considéré comme justifiant de son inaction le breveté qui aura sérieusement recherché des acquéreurs ou des licenciés dans le pays où le brevet a été pris ». Le vœu exige aussi qu'avant la déchéance, il se soit écoulé un délai de trois ans et que le breveté ait repoussé une demande de licence présentée sur des bases équitables.

A Londres en 1898, à Zurich en 1899, à Paris en 1900, ce vœu fut renouvelé sans modification.

En 1901 à Lyon, aucun vœu ne fut adopté relativement à l'obligation d'exploiter.

La question fut reprise au Congrès de Turin en septembre 1902 et résolue dans le sens d'une interprétation plus large des mots « obligation d'exploiter ». Le Congrès estime qu'entendre par obligation d'exploiter l'obligation pour le ressortissant de l'Union de fabri-

quer et non pas seulement de vendre dans tous les pays de l'Union où il s'est fait breveter est contraire à l'esprit de la Convention.

Le Congrès d'Amsterdam émet un vœu analogue déclarant « que le mot « nationaux », dans l'article 2 de la Convention d'Union, doit être interprété en ce sens que les ressortissants de l'Union ont droit au bénéfice de la législation d'un des pays de l'Union sans avoir besoin d'un établissement dans ce pays, même si la législation du pays n'accorde la protection qu'aux nationaux ayant un établissement dans le pays. »

Il ne semble pas que la Convention de 1883 l'ait entendu ainsi. Mais le vœu n'en est pas moins intéressant à retenir : il montre bien l'évolution des esprits vers une législation plus libérale pour l'avenir et une interprétation plus large des textes existants.

En 1904, au Congrès de Berlin, un rapport fut présenté par M. Henri Allart sur l'obligation d'exploiter.

Le rapporteur souligne le danger de la déchéance motivée par le refus opposé par le breveté à une demande de licence « fondée, dit le vœu du Congrès de Vienne, sur des bases équitables ». Il pourra arriver que le tribunal auquel la question sera soumise trouve très-équitable la base de la licence que le breveté a des raisons sérieuses pour juger insuffisante. L'inventeur sera donc totalement privé des bénéfices que peut rapporter l'exploitation de son invention, victime en cela, s'il est de bonne foi, d'une simple divergence d'appré-

ciation, puisque, dans ces conditions, s'il n'exploite pas son invention dans le délai fixé par la loi intérieure de chaque pays, son brevet sera frappé de déchéance.

M. Allart souhaitait que le breveté fût simplement tenu d'accorder les licences qui lui seraient demandées, les tribunaux ayant, en cas de refus, le droit d'intervenir pour régler les conditions des licences qui lui seraient imposées. Le vœu du Congrès fut adopté après la discussion de ce rapport : « Le défaut d'exploitation de l'invention brevetée doit avoir pour sanction, non pas la déchéance du brevet, mais la licence obligatoire organisée par la loi intérieure de chaque Etat. »

Enfin, à Stockholm, en 1908, l'étude de la licence obligatoire comme sanction de l'obligation d'exploiter fut prévue dans l'ordre du jour du Congrès. Un vœu (1)

(1) Art. 2 de la Convention de 1883. — Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants jouiront dans tous les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, etc., des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux... En conséquence, ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat.

(2) Vœu émis par le Congrès de Stockholm relativement à l'obligation d'exploiter : « Le Congrès approuve de nouveau le principe formulé par le Congrès de Berlin que la non-exploitation d'une invention brevetée ne doit pas avoir pour conséquence la déchéance du brevet, mais la concession de licences obligatoires.

Comme il ne paraît pas possible d'imposer dès à présent l'adoption de ce principe à tous les Etats de l'Union, le Congrès invite

fut émis en faveur de la constitution d'une Union restreinte entre les Etats disposés dès à présent à remplacer la déchéance pour non-exploitation par la concession de licences obligatoires.

§ 2. — Les conférences et les conventions.

Le mouvement créé par les Congrès eut un résultat immédiat ; dès après les réunions de Vienne (1873) et de Paris (1878), deux Conférences diplomatiques furent organisées à Paris en novembre 1880 et mars 1883 qui aboutirent à la Convention de Paris.

En 1880, un avant-projet fut présenté par M. Jagerschmidt.

les Etats de l'Union qui peuvent déjà remplacer l'obligation d'exploiter par la licence obligatoire, à former une union restreinte dans laquelle l'obligation d'exploiter sera réglée de la manière suivante : « Dans les Etats de cette Union dont la législation contient des dispositions relatives à l'obligation d'exploiter ou de concéder des licences pour les inventions brevetées, le défaut d'exploitation ou le refus de licence ne doit jamais entraîner la révocation ou la déchéance du brevet d'un ressortissant de cette Union, mais le breveté dans ces Etats pourra être seulement contraint d'accorder à des tiers l'autorisation d'exploiter l'invention brevetée moyennant une équitable indemnité et une garantie suffisante si l'intérêt public paraît exiger la concession d'une semblable licence et s'il s'est écoulé un délai de trois ans depuis la délivrance du brevet ou l'enregistrement de la demande, le tout sans préjudice des autres tempéraments que la législation de certains Etats peut apporter encore à l'obligation d'exploiter.

En outre, le Congrès, indépendamment de cette Union restreinte, recommande de façon pressante la conclusion de traités particuliers, analogues aux traités des 18 janvier 1892 et 4 juin 1902 entre l'Allemagne et l'Italie, par lesquels les Etats contractants supprimeront vis-à-vis l'un de l'autre l'obligation d'exploiter.

Le propriétaire d'un brevet, disait l'article 4 de ce projet, aura la faculté d'introduire dans les pays où le brevet aura été délivré des objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays contractants sans que cette introduction puisse être une cause de déchéance du brevet.

Dans la discussion, M. Dujoux (Belgique) fit observer que, le but à atteindre par la Conférence étant d'arriver à une législation internationale, il y avait lieu de considérer les frontières comme n'existant plus entre les Etats concordataires, et il demandait l'adoption d'un amendement très libéral :

« Le titulaire d'un brevet qui exploite son invention dans l'un des Etats de l'Union ne pourra être déclaré déchu de ses droits dans les autres pour défaut d'exploitation. »

Malheureusement pour arriver à un dispositif qui put devenir une règle internationale, il fallut s'en tenir à une règle moins libérale : « L'introduction par le breveté dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union n'entraînera pas la déchéance.

« Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit des objets brevetés. »

Onze pays (1) adoptèrent cet article qui fut ratifié avec le texte de la Convention le 20 mars 1883.

(1) Belgique, Brésil, Espagne, France, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Portugal, Salvador, Serbie, Suisse.

Deux autres conférences analogues à celle de Paris eurent lieu à Rome en 1886, à Madrid en 1890. En 1886 les délégations belge et suisse refirent des propositions libérales. M. Monzili fit remarquer ce qu'il y a de contraire à l'esprit de la Convention dans le fait d'admettre l'introduction tout en laissant subsister l'obligation d'exploiter, mais l'opposition française fit qu'on se contenta d'adopter un article rédigé par la commission destiné à compléter (séance du 11 mai) l'article 3 de la Convention de 1883, obligeant chaque pays à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme « exploiter ». Cette conférence ne fut d'ailleurs suivie d'aucun arrangement international.

A Madrid, en 1890, on ne réalisa aucun progrès relativement à l'obligation d'exploiter. Le comte de Hamilton (représentant de la Norvège) fit justement observer que l'exploitation obligatoire doit finir par disparaître en raison des obstacles insurmontables qu'elle oppose aux inventeurs pauvres, en raison aussi du peu d'avantages que l'industrie et le travail national retirent des simulacres d'exploitation combinés strictement pour éviter la déchéance. « Le seul système qui concilie les divers intérêts en présence, déclara M. de Hamilton, est celui des licences obligatoires, système libéral grâce auquel l'inventeur ne peut ni garder stérilement son invention ni en être dépouillé sans compensation. » La thèse de la liberté absolue fut même soutenue dans le rapport présenté par les Etats-Unis (1).

(1) Motifs donnés par les Etats-Unis relativement au texte proposé

Conférence de Bruxelles.

Ce fut seulement après les deux sessions de 1897 et 1900 de la Conférence de Bruxelles que la Convention

par elle à la Conférence de Madrid (1890).

L'article 4 du projet de protocole se rapporte à une disposition qui se trouve dans diverses lois sur les brevets, mais qui n'existe pas dans la législation des Etats-Unis.

Dans ce pays, un breveté n'est nullement tenu d'exploiter son brevet. Il a le droit de l'exploiter et possède la jouissance exclusive de tous les avantages pouvant résulter pour lui de cette exploitation mais s'il aime mieux ne pas faire usage du privilège que la loi lui confère, cela ne regarde que lui seul.

La loi ne le frappe d'aucune peine et le brevet ne tombe pas en déchéance. Le breveté a satisfait à toutes ses obligations quand il a payé les annuités, et qu'il a publié de son invention une description telle que les hommes du métier puissent mettre cette invention en pratique à l'expiration du brevet. Le breveté a le choix entre la fabrication, la vente ou l'inaction complète. La société se contente en échange de sa protection du progrès réalisé dans l'industrie et de l'accroissement apporté aux connaissances humaines.

Exposé des motifs proprement dit :

« On peut admettre que la non-exploitation complète d'une invention est une chose rare. Si elle se produit, on peut en conclure que l'invention n'est pas profitable au point de vue commercial, mais en général ceux qui prennent des brevets dans plus d'un pays le font parce qu'ils reconnaissent à leur invention une valeur commerciale réelle. Il semble injuste et contraire à l'esprit libéral qui anime la Convention que pour maintenir l'existence d'un brevet on exige ou l'on autorise les Etats contractants à exiger de l'inventeur la fabrication effective des objets brevetés dans le pays où le brevet a été délivré.

« Pour ces raisons, les Etats-Unis, sans vouloir proposer à la Convention d'adopter en cette matière leur système qui est bien plus libéral, mais admettant que personne ne fait les frais d'un brevet dans un pays sans avoir l'intention de profiter du privilège qui consiste dans l'usage public et dans la vente de l'objet inventé, se prononcent contre la disposition proposée et désirent qu'on la remplace

de 1883 fut modifiée dans le sens préconisé par M. J. Armengaud jeune dès 1878, au premier Congrès de Paris.

En raison du caractère éminemment international de la protection des inventions à ses débuts en Angleterre et aux Etats-Unis, en raison de la largeur apportée, en général, dans l'interprétation des textes concernant l'obligation d'exploiter, tous symptômes indiquant une tendance générale contraire à la déchéance pour défaut d'exploitation, l'article 1^{er} de l'avant-projet allait jusqu'à n'admettre la déchéance qu'après un délai de trois ans et seulement en cas de refus opposé à une demande de licence reposant sur des bases équitables.

Cet avant-projet avait été rédigé par le bureau international de Berne. La seconde partie de l'article 1^{er} fut supprimée par la sous-commission des brevets.

Mais un progrès sensible fut cependant réalisé puisque le délai de trois ans demeura définitivement inscrit dans l'acte additionnel signé le 14 décembre 1900.

ART. 3. — « Le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés. »

« Toutefois, le breveté ne pourra être frappé de dé-

par le texte soumis à la Conférence de Rome par le délégué de la Belgique.

« Bien qu'elle n'ait pas obtenu l'approbation de la Conférence de Rome, cette proposition paraît plus en harmonie avec l'esprit de la Convention que la proposition qui a été adoptée et qui est reproduite dans le projet de protocole. »

chéance pour cause de non-exploitation, qu'après un *délai minimum de trois ans* à dater du dépôt de la demande et dans le cas où il ne justifierait pas des causes de son inaction. »

L'acte de Bruxelles est entré en vigueur le 14 septembre 1902 entre les pays unionistes sauf la République Dominicaine et la Serbie.

Devant l'opposition qui fut encore soulevée par ces idées libérales, on se contenta de reprendre le texte voté en 1886 en remplaçant même les mots : « Aura à déterminer le sens... » par « Pourra déterminer... »

D'ailleurs, comme celle de Rome, la Conférence de Madrid n'eut aucun résultat au point de vue de la législation internationale des brevets. Les arrangements signés à Madrid en avril 1891 ne concernent que les marques de fabrique.

CHAPITRE II

TENDANCES ACTUELLES DES LÉGISLATIONS.

Note préliminaire. — En face de l'unanimité des vœux des Congrès et des décisions indulgentes de la jurisprudence, un courant protectionniste tend à pousser la législation dans une direction aussi contraire que possible à l'esprit de ces vœux et de ces décisions.

Législation anglaise. — La loi anglaise du 20 août 1907 a causé une émotion vive dans le monde industriel et commercial.

D'après l'article 24 (1), toute personne peut demander une licence en cas d'abus du brevet.

(1) ART. 24. — 1° Toute personne intéressée peut présenter au Board of trade (Ministère du commerce) une pétition affirmant qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public en ce qui concerne une invention brevetée et demandant l'octroi d'une licence obligatoire ou à défaut la révocation du brevet.

2° Le Board of trade examinera la pétition ; si les parties ne parviennent pas à s'entendre entre elles et si le Board of trade arrive à la conviction que le bien fondé de la pétition a été établi « *prima facie* », il renverra la pétition à la Cour. S'il n'arrive pas à cette conviction, il peut rejeter la pétition.

3° Si une telle pétition a été renvoyée par le Board of trade à la Cour et s'il est prouvé, à la satisfaction de cette dernière, qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public, en ce qui concerne l'invention brevetée, la Cour pourra ordonner au breveté d'accorder des licences aux conditions qu'elle estimera justes, ou si la Cour envisage que les exigences raisonnables du public ne

D'autre part, l'article 27 de cette loi introduit l'obligation d'exploiter qui n'avait jamais été sanctionnée par la déchéance en Angleterre ; de plus, cette obliga-

seraient pas satisfaites par l'octroi de licences, le brevet pourra être révoqué par une ordonnance de la Cour.

Toutefois aucune ordonnance de révocation ne pourra être rendue avant l'expiration de trois ans à partir de la date du brevet, ni dans le cas où le breveté donnerait des raisons satisfaisantes de son inaction.

4° Dans toute audience relative à une des pétitions prévues par la présente section, le breveté et toute autre personne prétendant avoir un intérêt dans le brevet comme licencié exclusif ou autrement, devront être admis comme parties dans la procédure et l'officier de la loi ou tout autre Conseil qu'il pourra désigner aura le droit de comparaître et d'être entendu.

5° Pour les fins de la présente section les exigences raisonnables du public seront considérées comme n'ayant pas été satisfaites :

a) Si, faute par le breveté de fabriquer dans une mesure suffisante et de fournir à des conditions raisonnables l'article breveté ou telles de ses parties qui sont nécessaires pour son fonctionnement efficace, ou faute d'exploiter le procédé breveté dans une mesure suffisante ou d'accorder des licences à des conditions raisonnables, il est porté injustement préjudice à une industrie existante ou à l'établissement d'une industrie nouvelle dans le Royaume-Uni, ou s'il n'est pas satisfait convenablement à la demande portant sur l'article breveté ou sur l'article produit au moyen du procédé breveté.

b) S'il est porté injustement préjudice à une industrie du Royaume-Uni par les conditions que le breveté a attachées, avant ou après l'adoption de la présente loi à l'achat ou louage ou à l'exploitation du procédé breveté.

6° Une ordonnance de la Cour prescrivant la concession d'une licence en vertu de la présente section aura le même effet que si elle figurait dans un acte accordant une licence et conclu entre les parties en cause, sans préjudice de tout autre moyen de contrainte.

ART. 27. — 1° Chacun peut en tout temps après qu'il se sera écoulé quatre ans depuis la date d'un brevet et un an au moins après l'adoption de la présente loi, adresser au contrôleur une demande en révocation de ce brevet, *basée sur le fait que l'article ou le procédé*

tion devient d'une rigueur exceptionnelle puisque la révocation peut être prononcée pour ce motif que « l'article ou le procédé breveté est fabriqué ou exploité *exclusivement ou principalement* (mainly) en dehors du Royaume-Uni ».

De fin août à fin décembre 1908, douze demandes de révocation ont été formées : deux d'entre elles viennent d'être jugées (voir *Times* du 12 décembre 1908). Elles concernent deux brevets datant de l'année 1900 et accordés à un nommé Ludwig Hatschek. L'invention (un procédé pour fabriquer des imitations de plaques de pierre ou dalles) avait été exploitée commercialement en Allemagne, en France et en Belgique par des licenciés et une licence exclusive pour le Royaume-Uni avait été accordée à une société belge. Il était admis cependant que la fabrication avait eu lieu exclusivement hors du Royaume-Uni.

Pour leur défense à l'action en déchéance, les intéressés soutenaient que la fabrique belge suffisait pour fournir à la consommation dans le Royaume-Uni et qu'on n'aurait pu fabriquer à aussi bon marché en Angleterre qu'à l'étranger eu égard au prix plus élevé de la main-

breveté est exclusivement ou principalement fabriqué ou exploité hors du Royaume-Uni.

Les paragraphes 2, 3 et 4 de cet article exigent une enquête faite par le contrôleur devant qui le breveté pourra défendre l'importance de son exploitation ou justifier des causes de son inaction, le contrôleur pouvant prononcer la révocation soit immédiatement, soit après un délai renouvelable seulement une fois et pour 12 mois au maximum.

d'œuvre et de la matière première dans le Royaume-Uni. On alléguait de plus que la Compagnie licenciée avait fait publier dans différents journaux des annonces qui faisaient savoir que les titulaires des droits de brevet étaient prêts à céder ces brevets à des conditions raisonnables ou à accorder des licences de fabrication à des maisons anglaises. Plusieurs maisons anglaises avaient également reçu des propositions de licence ou de cession, mais n'avaient pas répondu à ces offres.

L'avocat du breveté fit observer que l'objet de l'article 27 de la loi étant seulement de provoquer l'établissement de nouvelles industries dans le pays, il n'y avait pas lieu de prononcer la déchéance, puisque dans l'espèce l'invention brevetée ne pourrait être exploitée en Angleterre qu'avec trop de difficultés et trop de frais.

La décision du contrôleur qui prononce la révocation va jusqu'à dire que même si l'on n'établissait pas la nouvelle industrie en Angleterre, la déchéance aurait toujours un résultat avantageux parce qu'elle affranchirait l'industrie intéressée en général et permettrait aux fabricants français et allemands d'importer les articles librement dans le pays, ce qui aurait pour effet très probablement de réduire leur prix et sans aucunement empêcher l'importation des objets fabriqués en Belgique, permettrait aux acheteurs de choisir entre les articles belges et les autres articles étrangers.

C'est vraiment pousser un peu loin le soin de l'intérêt

national et restreindre excessivement la protection accordée aux inventeurs.

Cette sévérité de la jurisprudence semble devoir être soutenue dans le sens d'un véritable ostracisme vis-à-vis des étrangers.

Un article du *Times* du 29 janvier 1909 annonce l'initiative prise dans la cité de Londres d'un mouvement en faveur de la formation d'une organisation dont le but sera d'aider à assurer l'application des dispositions de l'act de 1907 relatives à l'exploitation des brevets dans le Royaume-Uni. Le journal ajoute, après avoir expliqué les règles que contient la loi : « L'application de l'act a été accueillie jusqu'ici avec satisfaction dans la cité, mais le sentiment général est que, la loi ouvrant seulement un recours facultatif, le bénéfice de son application risque d'être perdu si l'on ne prend pas des précautions. Les brevets étrangers non exploités resteraient en vigueur à moins d'être attaqués individuellement On se propose de demander à la Chambre de commerce de se charger de l'organisation de la nouvelle association qui devra s'occuper de la difficile question des brevets étrangers. Elle serait subventionnée par des souscriptions et serait prête à se charger de la direction des affaires qu'on lui signalerait et qui sembleraient comporter une solution favorable. »

Le projet de loi français. — Le danger d'un pareil état d'esprit dans un pays est de provoquer dans les autres pays des mesures de représailles tout à fait con-

traires aux intérêts des inventeurs aussi bien qu'au développement de l'industrie. Cette conséquence n'a pas tardé à se faire sentir et, en France, un projet de loi vient d'être déposé par M. Jean Cruppi, ministre du commerce et de l'industrie, le 14 janvier 1909.

L'exposé des motifs fait clairement allusion à la loi anglaise, parlant des pays qui « ont introduit ou sont sur le point d'introduire dans leur législation sur les brevets d'invention des prescriptions coercitives concernant l'obligation d'exploiter ».

L'exposé signale l'insuffisance de la loi française qui ne stipule pas quel doit être le caractère de l'exploitation, loi que les tribunaux appliquent avec la plus grande modération en raison sans doute de l'imprécision du texte. De cette situation il résulterait que les étrangers continueraient à jouir en France d'une législation et d'une jurisprudence avantageusement libérales alors que les Français devraient installer dans certains pays étrangers des fabriques ou des usines en vue d'une exploitation adéquate aux besoins de la consommation de ces pays.

C'est donc pour lutter à armes égales avec les industries étrangères que vient d'être déposé le projet français relatif à l'obligation d'exploiter.

ART. 1^{er}. — « Les articles 32 et 37 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 32. — Sera déchu de tous ses droits :

1°

2°. — *a)* Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention en France ou dans les colonies françaises dans le délai de trois ans à dater du jour du dépôt de sa demande ou qui aura cessé de l'exploiter pendant trois années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction.

b) Le breveté qui aura exploité presque exclusivement ou principalement son invention hors du territoire de la République, ou qui, après un délai imparti par le tribunal saisi de l'action en déchéance, n'aura pas justifié que son invention a été exploitée en France ou dans les colonies françaises dans une mesure suffisante.

Ces dispositions sont applicables aux brevets en cours.

Art. 37.

§ 2. — Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux n^{os} 2, 4 et 5 de l'article 30, ou la déchéance dans le cas prévu au n° 2 de l'article 32.

ART. 2. — Sera déchu des droits résultant de la législation en vigueur pour les dessins ou modèles déposés tout fabricant qui aura exploité presque exclusivement ou principalement le dit dessin ou modèle hors du territoire de la République ou qui, après un délai imparti par le tribunal saisi de l'action en déchéance, n'aura

pas justifié qu'il en fait en France ou dans les colonies une exploitation suffisante.

Ces dispositions sont applicables aux dessins et modèles déposés antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

L'action en déchéance pourra être exercée par toute personne y ayant intérêt : elle sera portée devant le tribunal civil de première instance, instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les articles 405 et suivants du Code de procédure civile. Elle sera communiquée au procureur de la République qui pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la déchéance et même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la déchéance prévue au présent article.

ART. 3. — Des dérogations pourront être apportées aux dispositions qui précèdent par des conventions diplomatiques ».

Suivrons nous ceux qui demandent que soit voté aussitôt que possible le projet Cruppi ; ceux qui veulent combattre les mesures de rigueur de la loi anglaise et le mouvement de l'opinion publique en édictant des mesures analogues et en suscitant un mouvement semblable que les chambres de commerce seraient chargées d'organiser ?

Prendre une telle attitude c'est entamer une guerre économique dont nul ne saurait prévoir la fin, c'est reculer sur la route du progrès et de la liberté de toute la

distance parcourue à grand' peine depuis trente ans.

Si l'on applique à la lettre les dispositions de la loi anglaise et de la loi française à un industriel breveté dans les deux pays, il lui arrivera fatalement d'être déchu de ses droits dans l'un des deux pays, car il est bien évident qu'il ne peut exploiter *principalement* son invention en France et en Angleterre à la fois. Et on a vu que l'opinion anglaise compte bien qu'on se servira de l'article 27 comme d'une arme de guerre impitoyable contre tous les brevets étrangers.

Le seul remède à une pareille situation, c'est le développement de la législation internationale et les Congrès nous fournissent la base possible de cette législation en proposant la suppression de la déchéance pour cause de non-exploitation, « la licence obligatoire » devenant la seule sanction de l'obligation d'exploiter, sanction pour l'application de laquelle il serait peut-être utile d'organiser une juridiction spéciale.

CHAPITRE III

BASES DE L'UNIFICATION.

§ 1^{er}. — La licence obligatoire, seule sanction de l'obligation d'exploiter.

Dans le système que nous préconisons, la licence obligatoire devient, à l'exclusion de la déchéance, la seule sanction de la non-exploitation de son brevet par l'inventeur.

Pendant un délai donné, celui-ci restera comme actuellement le seul maître de son invention, mais si passé ce délai il ne fabrique pas ou fabrique insuffisamment sans pouvoir justifier des causes de son inaction totale ou relative, toute personne aura le droit d'exiger une licence et en cas de refus une intervention judiciaire sera prévue pour régler les conditions du contrat (1).

(1) Le système allemand n'est pas celui de la licence obligatoire proprement dit ; si le breveté refuse de concéder une licence, le demandeur ne peut obtenir cette licence d'office, il peut seulement, en raison de ce refus de l'inventeur opposé à des propositions raisonnables, *exiger la déchéance*.

En Autriche, on applique bien le système tel que nous l'exposons : le bureau des brevets statue sur les demandes et fixe au besoin les conditions de la licence, mais pour qu'elle soit accordée, il *faut que l'intérêt public exige cette licence*.

En Angleterre comme en Allemagne, *le refus de licence conduit à la déchéance*.

Il faut encore signaler la loi suisse qui prévoit l'échange de li-

Nous avons déjà vu les inconvénients de la déchéance. La plupart du temps elle est suivie de la perte totale de l'invention nouvelle pour le pays dans lequel cette déchéance a été prononcée. Ce que l'inventeur protégé par la loi n'a pu faire, il est bien difficile qu'un autre le réalise sans protection aucune. Et si le succès couronne les efforts de celui qui a obtenu la déchéance, il peut être révoltant dans bien des cas de voir l'inventeur privé de toute récompense.

Il semble que la licence obligatoire soit la solution moyenne capable de sauvegarder les intérêts de la société sans pourtant jamais sacrifier ceux de l'inventeur qui cesse d'être obligé sous peine de perdre tout droit sur sa découverte de l'exploiter partout à la fois dans un délai restreint. Si cette découverte est de peu de valeur, sa non-exploitation ne causera de préjudice à personne. Si elle est sérieuse, il y a toutes chances pour qu'on n'ait même pas besoin d'appliquer la loi ; les industriels d'un pays pourront se préparer d'avance à la fabrication du produit breveté, sachant que s'ils n'arrivent pas à obtenir une licence amiable, ils auront un recours légal pour obliger l'inventeur à la leur concéder.

Mais les licences amiables auront une raison de se

cences en cas de perfectionnement à un brevet préexistant.

Il n'y a qu'au Japon (loi du 12 février 1902), en Suède et au Mexique où la licence obligatoire soit vraiment la seule sanction de la non-exploitation, sans déchéance possible pour le breveté.

multiplier ; le breveté, certain de ne pas perdre tout bénéfice sur l'exploitation de son invention à l'étranger pourra donner tous ses soins à l'installation principale établie par lui dans son pays, la développer dans de larges proportions et par conséquent vendre moins cher l'objet de son brevet, y accoutumer plus vite les consommateurs. Or, il est certain que l'industriel en état de demander une licence le fera d'autant plus volontiers qu'il verra l'entreprise mieux lancée et plus fructueuse. On a objecté à cela que le public habitué aux produits importés dédaignera ceux de la fabrication du licencié ; il suffira pour conjurer ce danger d'interdire au breveté l'introduction sur toute la zone d'exploitation concédée au licencié.

Quant aux fraudes possibles, elles le sont avec tous les systèmes de licence et rien n'empêche actuellement un étranger de concéder une licence fictive à un industriel qui ne fera que revendre des objets importés tout en évitant la déchéance du brevet par un simulacre d'exploitation.

Avec le système de la licence obligatoire, on pourra d'ailleurs obliger le licencié à une fabrication presque immédiate ; on exigera évidemment des garanties, et la première sera la preuve de la possibilité pour lui de mettre réellement et sans retard la découverte en exploitation.

On ne verra plus des industriels faisant déchoir de ses droits un breveté en qui ils craignaient de voir un

concurrent et laissant ensuite se perdre l'invention.

M. Karmin, ingénieur et agent de brevets à Vienne, citait au Congrès de Berlin en 1904 un exemple probant du danger de la déchéance à ce point de vue : « En Autriche, par des demandes de déchéance formées contre des privilèges, un grand nombre de brevets précieux a été anéanti. Ainsi les fabricants de matières colorantes ont fait prononcer la déchéance de 16 brevets très importants appartenant à des fabricants allemands, par exemple de brevets de substances odorantes, pour défaut ou insuffisance d'exploitation. Mais s'est-il montré un seul fabricant autrichien pour entreprendre la fabrication de ces produits ? Nullement. »

Enfin, la licence obligatoire offre un avantage très grand en ce qui concerne les brevets de perfectionnement. Actuellement, en général et en particulier d'après l'article 19 de la loi française de 1844, « quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet ».

La jurisprudence a bien apporté un tempérament à cette règle en prononçant la déchéance contre des auteurs de perfectionnements ayant refusé des licences à des conditions raisonnables. Mais outre ce que cette sanction offre toujours de trop absolu et de trop rigoureux, il n'en reste pas moins qu'on ne peut rien contre

la mauvaise volonté du breveté principal et que le perfectionneur (et la société avec lui) peut être obligé d'attendre 15 ans pour tirer profit de son invention, au risque de perdre toute récompense si pendant cette période d'attente, un perfectionnement plus ingénieux vient ôter au sien toute valeur commerciale.

La licence obligatoire résout cette difficulté en obligeant l'inventeur principal et l'inventeur du perfectionnement à un échange de licences.

L'établissement du système de la licence obligatoire a soulevé d'autres objections. Avant de les examiner, il importe de bien préciser le but que poursuivent ceux qui préconisent ce système. Ce but n'est pas d'obliger à exploiter. Les partisans de la licence obligatoire préféreraient la liberté complète, mais ils veulent cependant tenir compte du risque et conjurer le danger que courrait l'industrie nationale si une de ses branches pouvait être paralysée sans espoir, par l'importation de produits étrangers obtenus dans de telles conditions soit de progrès, soit de bon marché, que les industriels nationaux ne pourraient plus soutenir la concurrence.

On a argué contre la licence du peu de demandes faites en Angleterre et en Allemagne. Cela tient, pour l'Angleterre, aux conditions très particulières de procédure imposées aux demandeurs, pour l'Allemagne, à la coexistence de l'obligation d'exploiter et de la licence obligatoire, l'obligation subsistant avec presque autant de rigueur qu'en France.

Quant à citer l'exemple des Anglais et leur loi de 1907 pour prouver la nécessité de l'obligation d'exploiter, c'est oublier les progrès accomplis par l'industrie anglaise sous le régime de la liberté de 1623 à 1907 ; de plus, c'est mal envisager la situation. L'Angleterre n'aurait jamais connu l'obligation d'exploiter si les législations continentales avaient accepté de la suivre dans la voie de l'entente et de la liberté.

Ce qui s'est passé en Suisse ne prouve rien de plus contre notre théorie : les lois de ce pays ne protégeant pas les industries de produits chimiques, on y fait un très grand commerce de produits contrefaits. Tant que l'invention n'est pas exploitée dans le pays où sont importés les produits contrefaits, le breveté sait de science certaine que tous les produits qui ne viennent pas de lui ont été importés en contrefaçon. Les contrefacteurs ont eu l'idée très ingénieuse de se faire concéder une licence par l'inventeur ; sous le couvert de cette licence, ils fabriquent une quantité très modérée de produits pour lesquels ils paient des redevances, mais ils continuent à tirer de la Suisse la plus grande partie de leurs produits. Il devient très difficile pour le breveté de poursuivre la contrefaçon ; il ne peut savoir d'une façon exacte quels sont les produits qui proviennent de la fabrication du licencié et ceux qui viennent de Suisse.

Le danger de ce côté existe bien ; mais l'objection vaut contre l'insuffisance de la loi suisse, non contre le système de la licence obligatoire.

M. Georges Bede commet la même erreur de point de vue quand il conteste la valeur pratique de la licence, parce que bien des pays n'exigent pas la publicité des brevets : c'est la législation de ces pays qui est critiquable.

On a objecté encore des difficultés de réalisation pratique : celle, par exemple, qui se présenterait en cas de demandes successives de licences.

Nous ne voyons rien là qui constitue un obstacle : la concession de la seconde licence sera réglée comme entre particuliers. Il y aura lieu seulement de respecter les avantages et les droits accordés au premier licencié. D'ailleurs la première licence pourrait être exclusive et générale, ce qui supprimerait toute difficulté.

Enfin, on a dit de la licence obligatoire qu'elle serait une faveur et non une sanction ; c'est en faire l'éloge et non la critique si par elle on obtient le résultat cherché sans recourir à une mesure de rigueur telle que la déchéance.

D'ailleurs, pour répondre à toutes ces objections sur la possibilité d'établir la licence obligatoire comme seule sanction de l'obligation d'exploiter, on ne saurait mieux faire que de citer l'exemple de la Suède, où notre système fonctionne depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 1902, de la loi du 9 mai 1902 (1).

(1) ART. 15. — Si après l'expiration de trois ans à dater du jour où le brevet a été accordé, l'invention n'est pas exploitée en Suède dans une mesure qui corresponde en substance aux conditions du pays, toute personne désirant obtenir l'autorisation d'exploiter l'in-

D'après le rapport présenté au Congrès de Milan par M. Nils Rahm, ingénieur en chef au bureau royal des brevets à Stockholm, l'organisation de la licence obligatoire en Suède a parfaitement réussi.

Avec l'obligation d'exploiter, le rapporteur a vu bien des fois des industriels ou des capitalistes désireux d'acheter ou d'exploiter une invention brevetée. Ils s'assuraient facilement du paiement des taxes, mais ils conservaient presque toujours des doutes sur la validité du brevet. En général l'inventeur avait pris des mesures pour satisfaire à la loi relativement à l'exploitation, mais dans la plupart des cas les tribunaux seuls auraient pu dire si elles étaient suffisantes. La validité restant douteuse, les industriels se retiraient et l'affaire n'était pas faite.

La licence a produit des résultats plus avantageux et pourtant, de 1902 à 1906, aucune contestation n'est venue en justice ; toutes ont été terminées à l'amiable.

vention nonobstant le brevet pourra assigner à cet effet le propriétaire du brevet devant les tribunaux.

Si la demande est reconnue fondée, le tribunal déterminera selon qu'il le jugera équitable les limites et les conditions dans lesquelles l'invention pourra être exploitée par le demandeur, de même que l'indemnité due au breveté.

§ 2. — **De la nécessité d'une juridiction spéciale en matière de brevets d'invention, en particulier pour l'application du système de la licence obligatoire.**

On ne peut nier pourtant que le système de la licence obligatoire n'exige une grande délicatesse et une compétence toute particulière pour l'application.

Les tribunaux de droit commun offrent-ils à un degré suffisant les garanties nécessaires ? On peut en douter : dans un rapport récent, M. Jules Armengaud cite des faits connus dans le monde des brevets.

Il s'agit d'une chambre d'un tribunal important : la dite chambre est divisée en deux sections. Des deux magistrats chargés de présider chacune de ces sections, l'un était partisan des brevets, l'autre leur était hostile. Il y avait le président « Tant mieux » et le président « Tant pis ». Le premier ordonnait toujours l'expertise, le second l'évitait autant que possible. « On a vu, dit M. Armengaud, ordonner une expertise pour une invention de vêtement et la refuser pour un appareil mécanique, et comme il est permis de mettre en doute la compétence technique de MM. les juges, il a été rendu des jugements qui stupéfient la raison. » Certes le perdant pouvait interjeter appel, mais à la Cour il rencontrait les mêmes hésitations et les mêmes errements au sujet de l'expertise réclamée par la partie appelante.

Il est bien certain que pour juger de la validité d'un brevet et de la nouveauté d'une invention, des difficul-

tés de l'exploitation ou des excuses que peut invoquer l'inventeur resté inactif, il faut une réelle compétence technique qui, la plupart du temps, manquera aux juges les plus capables.

Cette insuffisance se ferait encore mieux sentir avec le système de la licence obligatoire, quand il s'agira de déterminer les bases d'application et la portée de la licence, quand il faudra fixer la rémunération due au breveté, capital ou fraction de bénéfice, loyer fixe ou droit sur chaque objet, quand il faudra dire si d'après la nature de l'invention la licence peut être totale ou partielle, générale ou locale.

C'est pour répondre à ces critiques que la loi suédoise, déjà citée, a prévu dans son article 19 pour tous les litiges relatifs aux questions de brevets la compétence exclusive du tribunal de première instance de Stockholm organisé spécialement d'après l'article 20 : « Quand le tribunal de première instance de Stockholm sera appelé à s'occuper d'affaires de l'espèce prévue à l'article 15, il sera augmenté de trois membres experts qui y siégeront et y délibéreront dans les mêmes conditions que les membres ordinaires. Avant la fin de chaque année l'autorité brevetante devra désigner ces membres spéciaux pour l'année suivante. Elle devra nommer en même temps trois suppléants appelés à les remplacer au besoin. »

Mais si le système suédois répond partiellement aux critiques formulées, particulièrement à celles qui con-

cernent l'incompétence des juges ordinaires, l'excès des frais d'expertise s'ajoutant aux frais de procédure, il est loin de répondre à tous les besoins.

D'une part il ne s'applique pas à toutes les questions de brevets puisque les experts n'ont à intervenir qu'en cas de demande de licence; d'autre part, il n'accélère en rien la lenteur de la procédure ordinaire : lenteur d'autant plus préjudiciable aux intéressés qu'il s'agit de brevets d'une durée très limitée. Actuellement pour l'affaire la plus simple, il faut plaider pour obtenir une expertise, plaider pour obtenir le dépôt du rapport, plaider encore une fois sur les conclusions de ce rapport. Et bien souvent les experts voient, sur leurs conclusions, des jugements rendus dont ils ne prévoyaient nullement la teneur.

Il faut à une telle situation un remède profond.

Nombreuses sont les réformes que l'on a proposées.

On a parlé de créer un nouveau tribunal d'exception, mais son organisation serait à peu près impossible dans les petits tribunaux de province.

On a parlé de magistrats choisis avec un soin méticuleux et se rendant sur place ; mais le recrutement serait peut-être difficile de ces magistrats ambulants, attachés pour toujours au même tribunal, sans espoir d'avancement.

On a demandé la spécialisation des juges, mais elle est impossible en province.

C'est alors qu'en 1902, à la suite d'une conférence faite

par M^e Michel Pelletier à l'Association des ingénieurs-conseils, on institua une Cour d'arbitrage. Cette Cour, malgré une large publicité, n'a jamais eu, croyons-nous, l'occasion de fonctionner.

Et cela s'explique : en théorie on ne peut rien rêver de plus simple et de plus juste que l'arbitrage. Mais, en pratique, la décision arrive toujours à être le fait d'un arbitre unique, et cette décision est sans appel. Les individus comme les nations acceptent difficilement de jouer ainsi le tout pour le tout et de se soumettre d'avance à la sentence irrévocable d'un juge faillible.

C'est pourquoi nous nous rattacherons de préférence, en la modifiant légèrement, à une solution plus ancienne.

Elle fut proposée dès 1846 par des esprits distingués. M. J. Armengaud, à qui les inventeurs doivent le droit de priorité et l'extension à trois ans du délai d'exploitation, renouvela la même proposition aux Congrès de 1889 à Paris, de 1898 à Londres, et publia il y a quelques années un rapport dont nous citons l'essentiel :

L'auteur propose l'institution d'un tribunal technique des brevets dont le siège sera au Conservatoire national des arts et métiers à côté de l'Office national de la propriété industrielle.

« Ce tribunal remplaçant tous les tribunaux de première instance sera compétent pour décider en premier ressort sur les questions de contrefaçon, de nullité de

brevets, de déchéance (en attendant qu'il n'ait plus à appliquer que les règles relatives à la licence obligatoire) et de revendication en matière de propriété de brevets.

Appel pourra être fait des décisions de ce tribunal devant la Cour de Paris ou devant les principales Cours de France où une chambre sera spécialement désignée pour ces affaires et dont les membres pourraient en cas de besoin se faire assister d'un ou plusieurs délégués du tribunal technique.

Les membres composant le tribunal technique seront nommés par le ministre de la justice, d'accord avec le ministre du commerce, qui lui remettra une liste comprenant les principaux ingénieurs et les industriels appartenant à des associations techniques ou à des chambres syndicales.

Dans ce recrutement le ministre pourra comprendre des ingénieurs de l'Etat ou des professeurs des grandes écoles : Polytechnique, Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, etc. .

Les membres du tribunal technique seront répartis en différents groupes qui seront déterminés d'après la classification adoptée pour les brevets.

Chaque section du tribunal se composera de trois membres qui seront tirés au sort dans un ou plusieurs groupes selon la nature de l'invention. S'il s'agit par exemple d'une invention concernant un procédé électro-métallurgique avec des appareils mécaniques, les trois membres composant la section seront pris, l'un

dans le groupe de l'électricité, le second dans le groupe de la métallurgie, le troisième dans le groupe de la mécanique.

Le plus ancien des trois membres sera de droit le président, mais ils seront libres de donner la présidence à l'un d'eux.

Avant de se présenter devant le tribunal, les parties assistées de leurs conseils légaux ou techniques ou des deux à la fois, auront dû se communiquer au moins un mois à l'avance les brevets et autres documents concernant par exemple les antériorités qu'ils croiront nécessaires à leur cause, de telle manière que, séance tenante, dans la première audience, l'affaire puisse être exposée par le conseil technique ou le conseil légal. Dans le cas où, au dernier moment, surgirait une antériorité tirée d'un brevet, le président ordonnerait qu'on envoyât chercher la copie de ce brevet à l'Office national.

Si des expériences sont nécessaires, le tribunal décidera qu'il y soit procédé immédiatement dans le laboratoire d'essais qui se trouve à proximité et il fixera le jour où ces expériences pourront avoir lieu. Mais il conviendra de prévoir à l'avance les expériences qui seront demandées par les parties, de manière que l'affaire soit jugée soit dans une seule audience, soit dans plusieurs audiences consécutives, sans interruption.

Le jugement devra être rendu dans les vingt-quatre heures après la dernière audience.

Dans les cas de contrefaçon, la procédure pourra

comporter une saisie préalable purement descriptive qui aura été faite en vertu d'une ordonnance rendue par le président du tribunal civil sur simple requête et simple présentation du brevet. Si l'expert qui aura été nommé pour assister l'huissier dans sa description est membre du tribunal technique, il ne pourra pas être parmi les juges devant lesquels l'affaire sera appelée. Il ne devra pas s'écouler plus de deux mois entre le jour de la saisie et celui de l'audience devant le tribunal. »

Les frais de la procédure qui se borneront généralement à ceux du procès-verbal de saisie seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Telle quelle, la proposition de M. Armengaud a encore soulevé une objection dont on ne peut contester la portée et qui est relative à l'absence de pratique juridique des membres du jury technique.

C'est pour pallier à ces inconvénients que nous admettons la solution proposée en 1906 au Congrès de Milan dans le rapport de M. Taillefer et qui consiste à donner à un magistrat unique pour toute la France la présidence et la direction du jury technique (1).

Mais pour le fond le système de M. Armengaud (qui

(1) Article 3 du projet Taillefer : — A défaut d'entente amiable il sera statué sur la demande de licence par un jury présidé par un magistrat unique pour toute la France, résidant à Paris. Le jury constitué pour chaque affaire se composera de quatre membres dont deux seront choisis par chacune des parties sur une liste analogue à celle des experts en douanes. Le magistrat directeur aura, en cas de partage, voix délibérative.

se concilie fort bien avec la présidence du jury par un magistrat de profession) offre l'avantage de n'être pas applicable seulement aux questions de licences, mais à toutes les questions de brevets. Il évite la nomination par les parties d'arbitres qui ont toujours tendance à n'être que l'avocat de celui qui les a nommés.

De plus, sans changer en rien la proposition, on pourrait toujours laisser aux trois arbitres le soin de trancher, le magistrat directeur n'ayant jamais, quant au fond, que voix consultative, ce qui rassurerait ceux qui craignent le pouvoir exorbitant de ce magistrat au cas où le partage des experts le laisserait seul maître de régler le différend.

Dans la forme, le projet ne bouleverserait aucun usage puisque la procédure commencerait toujours devant la juridiction ordinaire, qui, après avoir tranché les questions de procédure et de compétence, serait seulement obligée dans les cas prévus par la loi, *ratione materiæ*, de renvoyer l'affaire au jury technique pour juger au fond.

CONCLUSION

La situation actuelle est grave pour les inventeurs et pour le progrès social.

Si les dispositions rigoureusement protectionnistes de la loi anglaise et du projet français, relatives à l'obligation d'exploiter, ne sont pas rapportées en Angleterre, et rejetées en France, c'en est fait des résultats obtenus dans un sens libéral après trente ans de lutttes et de difficultés.

Une réaction s'impose. Il faut lutter contre les tendances particularistes aussi contraires aux intérêts nationaux qu'au progrès général, pour arriver à l'entente dont la base possible est la licence obligatoire, devenue seule sanction de l'obligation d'exploiter et appliquée dans chaque Etat par une juridiction spéciale.

Vu :

Le Président de la Thèse,
PAUL BEAUREGARD.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le droit de l'inventeur.

CHAPITRE PREMIER. — L'Evolution théorique et législative.	7
CHAPITRE II. — Etude critique.	13
§ 1 ^{er} . — Le principe de la protection légale	13
§ 2. — Les brevets	17

DEUXIÈME PARTIE

L'obligation d'exploiter.

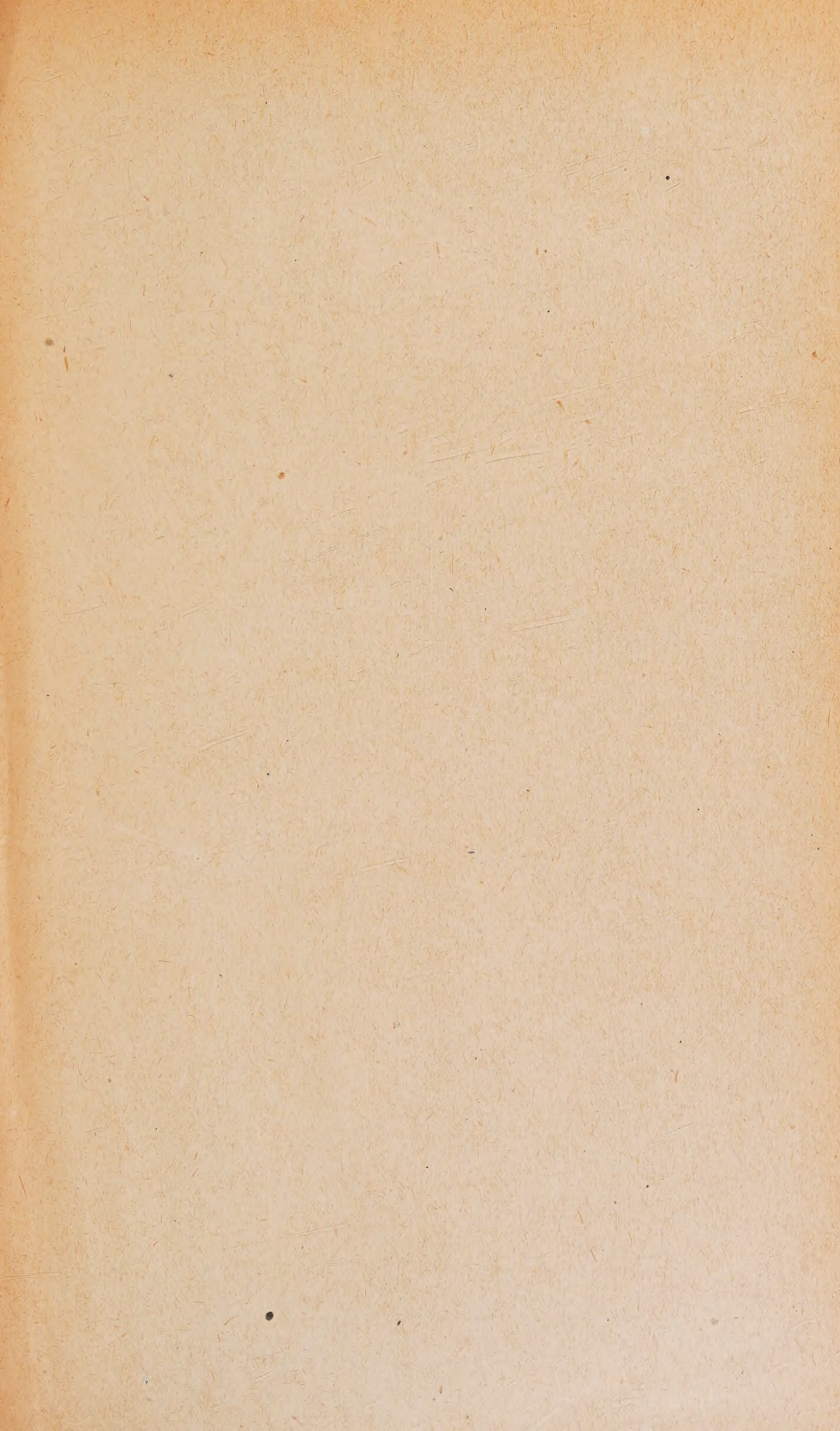
PRÉLIMINAIRES.	27
CHAPITRE PREMIER. — L'obligation d'exploiter dans la Législation	28
§ 1 ^{er} . — France	28
§ 2. — Etranger	30
I. — Pays unionistes	31
II. — Pays non unionistes	42
CHAPITRE II. — Des conditions que doit remplir l'exploitation	45
§ 1 ^{er} . — En quoi consiste l'obligation d'exploiter.	45
§ 2. — L'action en déchéance en cas de non-exploitation et les moyens d'éviter cette déchéance.	49
§ 3. — Délais.	51

§ 4. — Difficultés subsidiaires.	52
Exploitation partielle.	52
Changement de procédés.	54
CHAPITRE III. — Critique de l'obligation d'exploiter . .	56
Preliminaires	56
§ 1. — Difficultés de la mise en exploitation.	56
§ 2. — Rôle économique de l'obligation d'exploiter	60
I. — L'inaction de l'inventeur empêche le progrès et nuit au bien général, au contraire l'obligation etc... .	61
A. — Dangers évités	62
B. — Avantages positifs.	63
II. — Dangers d'abus par le breveté du monopole qu'on lui confère.	67
Conclusion	68

TROISIÈME PARTIE

Des réformes à apporter à la législation des brevets d'invention relativement à l'obligation d'exploiter.

CHAPITRE PREMIER. — Les essais d'unification	71
§ 1 ^{er} . — Les Congrès.	71
§ 2. — Conférences et conventions.	78
CHAPITRE II. — Les tendances actuelles des législations, observation préliminaire	84
Loi anglaise.	84
Projet français	88
CHAPITRE III. — Bases de l'unification.	93
§ 1 ^{er} . — La licence obligatoire seule sanction de l'obligation d'exploiter	93
§ 2. — De la nécessité d'une juridiction spéciale en matière de brevets d'invention, en particulier pour l'application de la licence obligatoire.	101
CONCLUSION	109



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
